

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 2148 - LUNDI 27 OCTOBRE 2014

Conseils municipaux et départementaux

Le PCT sauve les équilibres

Les résultats des élections locales du 28 septembre donnaient le Parti congolais du travail (PCT) et ses alliés vainqueurs, suivis des indépendants. Durant l'élection des maires des principales villes et communes du Congo, dont Brazzaville et Pointe-Noire, une tendance au partage a été observée du côté de la majorité présidentielle. Disons que la principale formation de cette famille politique s'est montrée attentive aux préoccupations de ses alliés, elle s'est abstenue d'humilier l'opposition et a fait de la place aux indépendants. Voici comment. [Page 2,3 et 15](#)



Hugues Ngouelondélé



Roland Bouity Viaudo

DÉVELOPPEMENT HUMAIN

Le Congo occupe le 140^e rang selon le Pnud



La photo de famille à l'issue de la présentation du rapport sur le développement humain

Classé 140^e sur 186 pays concernés par une étude du Programme des Nations unies pour le développement sur le développement humain, le Congo devrait davantage fournir des efforts pour un plus grand accès des populations aux services sociaux de base. « Certes le Congo a fait des progrès mais beaucoup reste encore à faire pour offrir des soins et une édu-

cation de qualité au plus grand nombre. L'indicateur sur le pouvoir d'achat est lié au taux de chômage encore élevé chez les jeunes dans notre pays », a reconnu le ministre des Affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité, Émilienne Raoul, précisant que c'est un défi que le gouvernement congolais doit relever dans un proche avenir. [Page 10](#)

INDUSTRIE

La zone économique de Maloukou amorce sa phase de production

Située à 45 kilomètres au nord de Brazzaville sur les berges du fleuve Congo, la zone industrielle de Maloukou a démarré sa phase de production avec quatre unités sur les seize attendues à terme. Dans cette zone spécialisée dans la fabrication des matériaux de construction, la société brésilienne Asperbras qui projette à fin 2016 le montage de toutes les unités, a déjà amorcé la fabrication en interne de plusieurs matériaux.

Voulant s'inspirer de l'expérience congolaise, une délégation venue du Mali et conduite par le conseiller du chef de l'Etat, Kadidia Konarile, a visité la zone industrielle de Maloukou.

[Page 5](#)

LUTTE CONTRE EBOLA

Les chrétiens se mobilisent par la prière

Alors que la communauté internationale reste en alerte, pour soutenir les victimes et vaincre ce virus très mortel, la communauté chrétienne de Brazzaville a, à l'occasion d'une messe d'intercession organisée en la paroisse Notre Dame de Fatima, imploré la miséricorde divine en faveur des milliers de victimes d'Ebola.

« Notre secours est dans le nom du Seigneur, qui a fait le ciel et la terre », a déclaré l'initiateur de cette messe, le père Jean Marie Bukas

Malu, précisant que « c'est l'heure d'invoquer l'Eternel pour l'arrêt de la propagation de la maladie Ebola au Liberia, en Guinée Conakry, en Sierra Leone, et partout dans le monde ». [Page 7](#)

TOURISME

Le Congo en lice sur le « top ten » des pays à visiter en 2015

Un célèbre éditeur de guide touristique, Lonely Planet, qui établit chaque année une sélection des 10 pays à visiter, a inscrit la République du Congo au sixième rang de son classement. Selon cet éditeur, la position du Congo serait confortée par « son exceptionnelle faune » qui s'apprête à entrer dans une nouvelle ère. Lonely Planet célèbre également les « conditions relativement faciles et confortables » de séjour dans le pays.

ÉDITORIAL

Mise au point

[Page 2](#)

ÉDITORIAL

Mise au point

Parce que nous avons publié dans nos éditions précédentes une information erronée, ou plutôt mal retransmise dans les colonnes de notre quotidien, nous avons reçu de l'Ambassade du Congo à Paris une mise au point que nous reproduisons ici dans son intégralité :

« Le jeudi 16 octobre 2014 l'Ambassade de la République du Congo a fait parvenir à l'Agence France Presse (AFP) un communiqué relatif au refus de la société Les Docks de Paris de lui louer une salle pour l'accueil des ressortissants congolais souhaitant renouveler leur passeports, en raison de l'épidémie d'Ebola.

Il était question dans ce communiqué de presse de dénoncer l'attitude de la société Les Docks de Paris qui, par son refus, contribuait à alimenter une psychose irrationnelle et stigmatisait la communauté africaine de France qui, jusqu'à preuve du contraire, n'a pas été mise en quarantaine par les autorités françaises.

L'Ambassade de la République du Congo en France regrette la mauvaise interprétation de son communiqué de presse par Les Dépêches de Brazzaville. Il s'agissait de condamner un comportement choquant de la direction des Docks de Paris et non de faire un reproche à la France comme l'indique votre communiqué. Les autorités françaises font preuve, dans la lutte contre la propagation d'Ebola, d'une conduite exemplaire et irréprochable. »

Nous reconnaissons, bien sûr, l'erreur que nous avons commise en déformant sans le vouloir le message que l'Ambassade du Congo entendait faire passer. Et nous la réparons sans délai.

Dans le climat délétère que l'épidémie d'Ebola a créé au niveau des opinions publiques entre l'Afrique et le reste du monde, il est essentiel que la confiance demeure entre les États et les gouvernements. C'est ainsi, en effet, et pas autrement que sera gagnée la bataille conduite à l'échelle planétaire contre cette terrible maladie.

Que nos lecteurs ne nous tiennent pas rigueur de ce faux-pas involontaire !

Les Dépêches de Brazzaville

Composition des bureaux des conseils municipaux et départementaux

BRAZZAVILLE

Président : Hugues Ngouelondélé (Pct)

1^{er} vice-président : Landry Euloge Kolélas (Mcddi)

2^e vice-président : Cyriaque Malonga (Pct)

1^{er} secrétaire : Clesh Atipo Ngapi (Club 2002)

2^{ème} secrétaire : Bonaventure Bouzika (CDR)

POINTE-NOIRE

Président : Roland Bouiti Viaudo (MAR)

1^{er} vice-président : Victor Foudi (PCT)

2^{ème} vice-président : Pierre Justin Makosso (Rdps)

1^{er} secrétaire : Sylvestre Ibambo Gakosso (Club 2002)

2^{ème} secrétaire : Jean Jacques Bayonne (Pct)

DOLISIE

Président : Yves Fernand Diokouandi (Pct)

Vice-président : Marcel Koussikana (Indépendant)

Secrétaire : Jonathan Bangola (MDP)

NKAYI

Président : Jean Hervé Mandounou (Pct)

Vice-présidente : Yolande Nsimba (Pct)

Secrétaire général : Alphonse Bidounga (Upads)

MOSSENDO

Présidente : Elisabeth Mapaha (Upads)

Vice-président : Patrice Koumba (Indépendant)

Secrétaire général : Aloïse Birangu (Indépendante).

OUESO

Président : Thierry Maguessa Ebaumé (Indépendant)

Vice-président : Patrick Goak Mezes (Mcddi)

Secrétaire général : Lié Bissiko (Pct)

BOUENZA

Président : Yves Roger Masoukou (Pct)

Vice-président : Jean Kaya (Indépendant)

Secrétaire général : Jean Mbougou Bibéné (Must)

CUVETTE

Président : Chantal Yako (Pct)

Vice-président : Boniface Ondongo (Pct)

Secrétaire général : Sylvain Ebalé (Pct)

CUVETTE-OUEST

Président : Richard Eyeri (Pct)

Vice-président : Christ Bongo Nouara (Pct)

Secrétaire général : Roche Didace Odzeba (Indépendant)

KOUILOU

Président : Alexandre Mabilia (Pct)

Vice-président : Joséphine Castanou (Rdps)

Secrétaire général : Jean Baptiste Sitou (Indépendant)

LEKOUMOU

Président : Casimir Madzou (Pct)

Vice-président : Sylvie Kaki (Secrétaire général : Joseph Ngangoye (Indépendant)

LIKOUALA

Président : Fabien Bakoté (Pct)

Vice-président : Virginie Nzolani Secrétaire général : Édith Dhamis Mbala (Indépendant)

NIARI

Président : Jean-Jacques Mouanda

Vice-président : Gabriel Lissouba Secrétaire général : Simon Litengo-Kongo

PLATEAUX

Président : Jean-Pierre Ibombo (Pct)

Vice-président : Jacques Oualliaoué (Pct)

Secrétaire général : Bernard Mpia (Updp)

POOL

Président : Jonathan Bouboutou Mampouya (Pct)

Vice-président : Jean Claude Miassoba (Mcddi)

Secrétaire général : Gervais Itsali (RC)

SANGHA

Président : Emmanuel Akoulakoum (Pct)

Vice-président : Michel Okoueli (Pct)

Secrétaire général : Aimé Félix Lakouzok (Pct)

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

COMITÉ DE DIRECTION

Emmanuel Mbengué, Émile Gankama, Lydie Pongault, Bénédicte de Capèle, Ange Pongault, Charles Zodialo, Gérard Ebami-Sala, Philippe Garcia.

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout

Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Josiane Mambou Loukoula

Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustine Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable coordination et communication : Rose-Marie Bouboutou
Directrice du Développement : Carole Moine

RÉDACTION DE PARIS

Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma
Comptabilité : Marie Mendy

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Motsignet, Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moundaké Ngonzo

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola
Service pré-presses et contrôle de qualité : Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),

Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

LIBRAIRIE-GALERIE CONGO PARIS

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel
Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma
Assistante : Laura Ikambi
23, rue Vaneau - 75007 Paris - France
Tél. : (+33) 1 40 62 72 80
www.lagaleriecongo.com

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau 75007 Paris / Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

CONSEILS MUNICIPAUX ET DÉPARTEMENTAUX

Le PCT sauve les équilibres

Les résultats des élections locales du 28 septembre donnaient le Parti congolais du travail (PCT) et ses alliés vainqueurs, suivis des indépendants. Durant l'élection des maires des principales villes et communes du Congo, dont Brazzaville et Pointe-Noire, une tendance au partage a été observée du côté de la majorité présidentielle. Disons que la principale formation de cette famille politique s'est montrée attentive aux préoccupations de ses alliés, elle s'est abstenue d'humilier l'opposition et a fait de la place aux indépendants. Voici comment.

Brazzaville : En obtenant pour le renouvellement de son mandat 100% de suffrages, le maire réélu de la capitale congolaise, Hugues Ngouélondélé, est parvenu à faire l'unanimité de ses collègues conseillers, 101 au total, issus de divers horizons. Ce qu'il faut aussi retenir dans ce scrutin est la présence au poste de 1^{er} vice-président du Conseil d' Euloge Landry Kolélas, du Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral (MCDDI). Le coup de gueule de son frère de sang et du parti, le ministre Guy Brice Parfait Kolélas, y a-t-il été pour quelque chose ? On ne pourrait ne pas y penser vaguement, même si dans cette prise de po-

sition où le secrétaire général du MCDDI se plaignait de l'indifférence de son grand allié, Landry Kolélas avait quant à lui préféré garder la tête froide se méfiant de la fuite en avant de son frère. Le PCT a aussi soutenu deux autres alliés, Clesh Atipo Ngapi, du Club-2002 PUR et Bonaventure Boudzika (CDR) élus, 1^{er} et 2^e secrétaire du bureau du Conseil.

Pointe-Noire : Roland Bouity Viaudo est revenu. Sans doute a-t-il bénéficié du soutien total de son principal partenaire, le PCT, ainsi que de sa famille politique de la majorité. Dans un vote où les jeux étaient très ouverts, et où l'on pouvait redouter un contre-coup préparé par un allié en intelligence avec de nombreux conseillers sans parti (les indépendants), le maire sortant de la capitale économique s'en est bien sorti. Ici également, la majorité présidentielle a fait preuve de conciliation. Le candidat du Mouvement action et renouveau (MAR) qui rempile au perchoir est secondé par celui du PCT, dans un bureau où deux autres partenaires, en l'occurrence, le Rassemblement pour la démocratie et le progrès social et le Club2002-PUR gagnent chacun une place.

Dolisie : la capitale de l'or vert, comme on désigne prosaïquement le chef-lieu du département du Niari, est tombée sous l'escarcelle du PCT. Sur papier, le PCT et ses alliés comptaient

en tout, 15 sièges. L'Union panafricaine pour la démocratie sociale (opposition) 15. Sur un total de 45 conseillers formant le conseil communal, ce sont les indépendants, notamment qui ont fait la décision en faveur du vainqueur. Dolisie, troisième ville du Congo, n'est pas en effet une entité négligeable. Le nouveau maire, estampillé PCT, Yves Fernand Diokouandi, le sait d'avantage.

Nkayi : Faut-il croire aux indépendants ? Ne sont-ils pas, comme leur qualification l'indique des électrons libres, trop libres, donc déroutants ? La démocratie pourrait-elle venir d'eux ? Autant de questions à l'issue du vote pour la mairie de la ville sucrière du sud du Congo, qui échoit au PCT. Et nous parlions dans un précédent résumé de l'heure des « grandes manœuvres » dictée par les élections dans les mairies du Congo. Cela a bien été le cas aussi pour Nkayi. Sur les 29 conseillers de cette commune, le PCT en compte 5, l'UPADS, 4, les alliés du PCT, pas vraiment grand-chose, tandis que les indépendants sont une bonne douzaine. Ici, comme à Dolisie, la décision de faire élire le candidat du PCT, Jean Hervé Mandounou est sans doute venue d'eux. C'est à ce titre, peut-être, qu'ils ont pris la vice-présidence du conseil municipal, le MDP, allié du PCT, occupant le Secrétariat.

Mossendjo : l'une des circons-

criptions où les partis ont vu rouge, c'est bien Mossendjo, dans le Niari. Alors que les « Indépendants », caracolent en tête avec 15 sièges, le PCT s'est contenté de 5 places, son allié, le MAR, de seulement une seule, l'UPADS, 4. Mais c'est bien à ce parti d'opposition, à travers une dame, Elisabeth Mapa, qu'incombe la charge d'administrer, pour les cinq prochaines années, la mairie de Mossendjo. Le PCT a-t-il laissé faire, ou a-t-il, de façon « consensuelle », concédé ce fauteuil à l'UPADS, son allié dans la démocratie parlementaire ? Néanmoins, on ne peut pas dire que les indépendants n'ont rien fait. Deux d'entre eux ont d'ailleurs hérité de la vice-présidence et du secrétaire du conseil.

Ouessou : Mathématiquement, les indépendants, crédités de 11 sièges, une majorité relative, ne pouvaient pas défaire le PCT, 10 sièges, et ses alliés, MCDD (1), RC (1). La timbale a été soulevée par un indépendant, Ghislain Maguessa Ebaume. On serait tenté de penser, comme dans le cas de Mossendjo, que si le PCT avait voulu compliquer la vie à l'élu, la bataille serait rude. A-t-il été pris de court, ou a-t-il convenablement choisi de lâcher du lest, question de ne pas être seul à répondre de la gestion de nos cités ? Mais si le maire de Ouesso est sans parti, son second est du MCDDI et le secrétariat occupé par le PCT.

Même souci de partage dans les conseils départementaux

Au niveau des conseils départementaux dont les bureaux ont été renouvelés, la tendance au partage est demeurée certaine. Le cas du Niari, où le PCT est secondé par l'UPADS et le MAR. Au Pool, le PCT et ses alliés, MCDDI et RC, se partagent la présidence, la vice-présidence et le secrétariat du conseil. Même chose pour le Kouilou avec un bureau généré par le PCT, le RDPS et un indépendant, ou encore dans les Plateaux où le PCT a accordé le secrétariat à son allié, l'Union patriotique pour la démocratie et le progrès.

Les grandes villes et communes du Congo étant dotées de leurs nouvelles administrations gérantes, il reste aux heureux élus de regarder les citoyens qui y habitent en face. Ils ont en effet beaucoup de doléances connues de ceux qui viennent de bénéficier de la confiance de leurs grands électeurs. Il reste aussi aux conseils départementaux de mieux se rapprocher des populations pour lesquelles des budgets importants, s'ils ne suffisent pas, sont néanmoins alloués par l'Etat chaque année pour la cause. On espère, dans ce qui a tout l'air d'être un nouveau départ, au regard de la configuration pluraliste des conseils municipaux et départementaux, que nos localités respireront mieux.

Gankama N'Siah

LE FAIT DU JOUR

Simon Blaise Tchicaya et ses étudiants

Le 21 octobre, sa famille, ses amis, ses collègues de l'Université Marien Ngouabi qui l'employait, les étudiants, anciens et nouveaux, ayant bénéficié de ses enseignements, rendaient un dernier hommage à Simon Blaise Tchicaya. Le chef du département des Sciences et techniques de la communication (STC), de la Faculté des lettres et des sciences humaines, était décédé quelques jours auparavant. Conduit à sa dernière demeure, au cimetière du centre-ville de Brazzaville, « Ya Tchic », 65 ans, venait de remplir son contrat sur cette terre des hommes.

C'est une coutume bien de chez nous : là où l'on veille un proche disparu est aussi le lieu des retrouvailles. C'était le cas pour les anciens étudiants de STC, pour certains sortis de Marien Ngouabi il y a bientôt vingt ans. Rassemblés au sein de leurs associations, « Union sacrée médias et communication », et « Amicale STC », ils renvoyaient en quelque sorte l'ascenseur à « Monsieur Tchicaya », comme ils l'appelaient, pour ce qu'ils lui devaient de les avoir formés : une collecte de fonds, puis l'achat d'une couronne de fleurs, avant de l'accompagner au cimetière. En fin de séance, pour se dire au revoir, ils s'étaient donné rendez-vous dans un

petit restaurant du Plateau des 15 ans à Moungali.

Sur place, évidemment, libations et mets étaient servis. Dans un brouhaha qui avait pu troubler la quiétude d'autres clients non concernés par ces convivialités, les anciens de STC s'embrassaient, se tournaient en dérision, mangeaient et buvaient. L'occasion était donnée de rappeler à leur souvenir les noms de leurs enseignants à la fac : Guy Noël Sam, Pierre Dombo, Jean Claude Gakosso, Ya Bal, Atondi Lecas Monmondjo, Pierre Mbelo, Léon Mbemba, Pierre Mberi, Ludovic Miyouna, tout naturellement celui qui venait de s'en aller, et les autres encore, qui ne sont plus d'ici bas. Quelle qu'avait été la note d'appréciation attribuée à chacun d'eux, leurs anciens étudiants reconnaissaient unanimement qu'ils avaient beaucoup donné pour faire d'eux ce qu'ils sont devenus aujourd'hui.

Les choses allaient leur cours gaîment que certains s'improvisaient chanteurs. Et la chorale avait pris, notamment sur les chansons de l'époque où ils étaient, pour la plupart d'entre eux, des jeunots à l'école primaire ou au collège. Les chansons engagées, disait-on à l'époque : en chœur ils s'étaient mis à chanter « Congo populaire sango na yo mokili mobimba... », cet hymne à la gloire du Congo qui

ouvrait le journal parlé sur la Voix de la Révolution congolaise. Et aussi l'hymne du Mouvement national des pionniers : « Lève ta tête, dans cette lutte, ô fier et jeune pionnier ; et sous le drapeau, brandis le flambeau de tes trois glorieuses journées ; d'une vive voix, réunis autour de toi les enfants du pays. Refrain : Jeunes donnez vos mains, ne remettez pas à demain, nous n'avons qu'un seul chemin, celui de notre avenir. Pionniers nous servons, pionniers nous veillerons, pionniers nous bâtirons, notre cher beau pays... ». Puis d'autres chansons encore.

Disons que c'étaient des retrouvailles pour le partage. Elles réunissaient les gens de partout, portés par la seule volonté de perpétuer leur amitié, de demeurer solidaires les uns des autres sans a priori. En se remémorant cet hymne de la jeunesse qu'ils chantaient naguère en classe ou en colonies de vacances, ils réalisaient combien cette communion contribuait à former le citoyen de demain. Ils le sont devenus, bien sûr, et se demandaient en même temps si l'on trouvait de nos jours, dans nos établissements scolaires, quelque chose de « communautaristant » au profit de la jeunesse considérée, à juste titre, comme l'avenir d'un pays, de notre pays.

Gankama N'Siah

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Le ministre Thierry Mougalla dit comment profiter de la fibre optique

Les gens utilisent la fibre optique mais ne s'en rendent pas compte. Tout simplement, parce que le Congo a un problème de gouvernance.

Le problème est de savoir par qui et comment la fibre va-t-elle être gérée et derrière cette interrogation la nature des services qui doivent être proposés aux Congolais. Le ministre des Postes et Télécommunications, interrogé lors d'une conférence de presse, en marge de la signature de la convention entre le CAB et le CFCO, a relevé

quelques conditions afin que les congolais touchent du doigt la fibre optique. Selon lui cette impression de ne pas avoir de fibre se justifie car il faudrait résoudre deux problèmes majeurs. La première est celle liée à la gouvernance. Cependant le début de solution est imminent, le gouvernement devrait se réunir pour lancer l'appel d'offre afin de désigner l'opérateur, à travers une société de patrimoine d'abord.

La seconde dépend de la première. En effet, une fois que cette gouvernance sera réglée, il est attendu des opé-

rateurs (client de l'opérateur désigné) des propositions à la population, sur des nouveaux services qui vont permettre de toucher du doigt la réalité de la fibre. « *On n'est jamais prêt ! Mais c'est justement le rôle d'un gouvernement d'anticiper; d'abord par l'éducation des compatriotes et cela commence par les classes les plus élémentaires à travers des expériences pilotes à mettre en place (...) C'est un travail à petits pas qui doit conduire à cette économie numérique* », a conclu Thierry Mougalla.

Nancy France Loutoumba

ASSAINISSEMENT

Réhabilitation envisagée de quelques cours d'eau de Brazzaville

Le dépouillement des offres relatives aux travaux de réhabilitation de ces collecteurs naturels que sont La Mission, Mfoa et Madoukou s'est déroulé le 21 octobre au ministère de l'Aménagement du territoire et de la délégation générale aux grands travaux.

Ce projet consacré à l'assainissement porte sur trois lots au premier rang desquels le collecteur d'eau de la Mission. Ici, il est prévu le nettoyage général du site, le décapage, le débroussaillage, le remplissage du pont, la mise en sécurité du bâtiment

existant avec l'installation du bas-fond, etc.

Pour le deuxième lot, la construction d'un double dalot 2x4 mètres x 2,6 mètres pour le franchissement du boulevard Denis Sassou N'Guesso, la réalisation d'un nouveau collecteur de délestage de 3x6 mètres, la démolition du mur frontal au niveau de l'entrée de la buse existante et la construction d'un ouvrage d'entrée pour le nouveau collecteur, la reconstruction de la chaussée, des accotements et des bordures (...). Enfin, le troisième lot qui prévoit la réali-

sation d'un collecteur de délestage ayant la capacité suffisante pour assurer le passage d'une grille de chaînage sans inondation en amont, et bien d'autres travaux. Les trois entreprises soumissionnaires sont Vinci Construction, Razel et Eiffage TP. En effet, les offres proposées par l'ensemble des soumissionnaires oscillent entre 6,3 milliards et 10,5 milliards de FCFA alors que la durée prévisionnelle d'exécution des travaux n'a pas été mentionnée par les trois entreprises.

Guillaume Ondzé

« SOCIÉTÉ DE TRANSIT ET DE LOGISTIQUE DU CONGO »

« STLC »

Société à Responsabilité Limitée

Capital : 1.000.000 FCFA

Siège : Immeuble Comptoir Africain Noel DUMOND,

face stade ANSEMI

Centre ville Pointe-Noire

République du Congo

Tél : 05 666 77 77

Activités exercées :

- Transit

- Logistique

- Consignation des navires

- Importation et exportation

des matériaux

de construction et divers

IN MEMORIAM

Il y a un an, plus précisément le 18 Octobre 2013, il a plu au Seigneur qui nous l'a donnée, de rappeler à lui notre maman, Sœur, camarade, Céline Claudette ECKOMBAND.

En ce jour de triste anniversaire, les enfants Yandza, la famille ECKOMBAND prient tous ceux qui l'ont connue et aimée d'avoir une pensée pieuse pour elle.

Que Dieu bénisse et protège son âme !



LEBENBAY

Immigrer, vivre, travailler ou étudier aux USA.

Date limite le 3 novembre 2014
Téléphone : 05 588 69 76 / 06 505 28 25

Loterie DV-VISA USA

Découvrez le succès avec SMU

Classée parmi les meilleures universités de l'Inde

(Accréditée par le Conseil National d'Accréditation, du Ghana)

Classée No. 1
Le choix de l'étudiant
Centres 360 Surve, Yahoo!



SMU est une université gouvernementale de l'État Indien, constituée en vertu de la Loi législative IX de 1995 de l'État Sikkim - Inde ► Reconnue par UGC-Inde ► Membre de l'Association des universités de l'Inde (AIU) ► Membre de l'Association des universités du Commonwealth.

Rentrée Universitaire - Octobre 2014

A INFORMATIQUE

- License en Informatique (LTI)
- Maîtrise en Informatique (MTI)

B GESTION

- License en Administration des Affaires (LAA)
- Maîtrise en Administration des Affaires (MAA)

C JOURNALISME ET COMMUNICATION

- License en Arts de Journalisme et de Communication (LAJC)
- Maîtrise en Arts de Journalisme et de Communication (MAJC)

CARACTÉRISTIQUES

- 750 centres d'apprentissage.
- 400.000 nouveaux étudiants et 500.000 anciens
- 13 disciplines dans 4 universités et 30 collèges.
- Assistance pour l'obtention de stage offert
- Diplômes internationalement reconnus
- Interaction régulière avec le monde du travail
- Plus de 5 ans d'excellence dans le domaine de l'éducation



- ☛ Emplacement pratique
- ☛ Personnel enseignant expérimenté
- ☛ Soutien E-Learning 24H x 7J
- ☛ Matériel de cours gratuit
- ☛ Formulaire d'admission GHc 40
- ☛ Accréditation mondiale

Expérimentez l'apprentissage interactif 24/7

EduNxtTM
www.smude.edu.in/edunxt

Pour renseignements, s'il vous plaît contactez

SMU

Sikkim Manipal University
Centres d'étude au Ghana

- Academic City Campus, Abena Ateaa Towers
Ring Road Central, Accra, Tel: +233-302-253630/31
- Kumasi Campus: 2nd Floor, CityStyle Building, Hudson Street, Near Baba Yara Stadium, Tel: +233-322-030265
e: info@smughana.com; web: www.smughana.com

IDÉES- FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

□ « L'électrification est l'assurance pour les familles de subvenir à leur besoin, mais aussi la clé pour connecter l'Afrique à l'économie mondiale. »

Barack Obama, président américain, African Business | Octobre - Novembre 2014

□ « Le temps politique n'est jamais le temps que vivent les gens. C'est quelque chose de beaucoup plus long. Et c'est normal que les gens soient impatients, notamment ceux qui ont besoin de se nourrir au quotidien, de se soigner où d'accéder à l'éducation. »

Fodé Sylla, ambassadeur itinérant économique pour défendre le Plan Sénégal émergent, Afrik.com, 22 octobre 2014

□ « Ce que le peuple n'a pas eu par les armes, il ne peut le gagner par les larmes. »

Touorizou Hervé Somé, Ph.D, Maître de Conférences, Sociologie de l'Éducation/Éducation Internationale Comparée, Le Faso.net, 23 octobre 2014

□ « L'Europe a des atouts, mais c'est un bateau ivre. Un bateau ivre qui manque de capitaine. Or la mer est agitée. »

Valéry Giscard d'Estaing, ancien président français, Le Point 2194 du 2 octobre 2014

□ « Tout le monde est favorable à la liberté d'expression... Cependant, l'idée que s'en font certains est qu'ils sont libres de dire ce qu'ils veulent, mais si quelqu'un leur répond, c'est un scandale. »

Sir Winston Churchill, Premier ministre britannique (1943), revue américaine sur le Droit des médias, 2011

GRANDS TRAVAUX

Le Mali prend pour modèle le Congo

Le Mali envisage de créer une agence des Grands travaux à l'image du Congo. Le séjour de Kadidia Konari, le conseiller du chef de l'État malien, vise des échanges avec le ministère congolais chargé des Grands travaux. À la clé, la descente, le 23 octobre, sur quelques chantiers.



Conduite par le conseiller aux Grands travaux, Francis Ekassa, la délégation malienne a visité en premier lieu, les culés en construction à Kintélé dans la périphérie nord de Brazzaville. D'une portée impressionnante, ces poteaux supporteront le futur échangeur qui reliera le nord et le sud de la capitale.

Le deuxième site visité a été le complexe sportif de Kintélé où la délégation malienne a eu droit à une présentation de l'ensemble des réalisations à travers une projection organisée pour la circonstance. S'interrogeant sur les délais de la fin des travaux, le conseiller malien a été rassuré. « En 17 mois les travaux sont exécutés à 75%. Le plus dur est déjà fait, la fin interviendra en juin prochain », a assuré le contrôleur des travaux. Sur ce site sont construits, entre autres, un stade de 60.000 places, un palais des sports de 10.000 places et un complexe nautique. Pre-

mier challenge pour complexe sportif : abriter les Jeux africains de septembre 2015.

Denière étape de la visite des chantiers : la Zone économique spéciale de Maloukou située à 45 kilomètres au nord de Brazzaville sur le fleuve Congo. Sur ce domaine industriel, la société brésilienne Asperbras a installé seize unités de production dont quatre sont déjà opérationnelles. Il s'agit des usines de fabrication des tôles, des tuyaux PVC, des câbles électriques et des réservoirs d'eau ainsi qu'autres objets en plastiques (tonneaux, poubelles, gamelles, ...) La délégation malienne qui a visité les quatre unités a aussi apprécié l'usine de fabrication des carreaux qui se trouve à l'étape de montage des machines. Il a été signifié à l'ensemble des visiteurs que les installations finiront d'ici trois mois. Ainsi pourront débiter les premiers essais.

Les produits de la Zone écono-

Le deux délégations visitant le stade mique de Maloukou ne sont pas encore dédiés à la commercialisation. « Nous utilisons encore ce que nous produisons pour des besoins internes. D'autres produits tels les tuyaux et les tonneaux sont utilisés dans nos différents marchés à travers le pays », a indiqué le directeur de contrôle de ce projet, José Bandera. « Dès que le gouvernement lancera officiellement les travaux, nous fabriquerons des matériels pour les marchés locaux et internationaux selon la demande », a-t-il conclu. Kadidia Konari a félicité le Congo pour le travail qui est en train d'être réalisé en vue de son émergence avant de conclure : « J'espère que nous pourrions nous inspirer de cette expérience pour développer aussi notre pays ». Deux jours plus tôt, l'envoyée du président malien était reçue par Jean-Jacques Bouya.

Lopelle Mboussa Gassia



Institut Africain de
Perfectionnement et de
Renforcement des Capacités

INSCRIPTION

Téléphone : +242 06 913 81 45 / +242 06 992 04 91
E-mail : inscription@iprc-training.org
Site web : www.iprc-training.org
BP: 537 Brazzaville - République du Congo

FORMATION – CONSEIL – ASSISTANCE TECHNIQUE

Une Expertise à votre portée

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IPRC organise à Brazzaville des séminaires de formation selon le programme ci-dessous. Pour les inscriptions et pour tous renseignements, contactez- nous aux numéros indiqués ci-dessus ou par email.

CODE	INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE
EP13	Qualité, Hygiène, Sécurité, Environnement	5 jours	03 au 07 novembre 2014
GMP02	Passation des marchés publics (Travaux, fournitures et services)	5 jours	10 au 14 novembre 2014
EP01	Gestion efficace des archives et classements	5 jours	17 au 21 novembre 2014
BTP01	Assurer la fonction de chef de chantier Bâtiment et travaux publics	4 jours	24 au 27 novembre 2014

JEAN CHRISTOPHE OKANDZA

« Notre stratégie aujourd'hui est celle de la croissance, de l'emploi et de la réduction de la pauvreté »

Le Congo a élaboré des documents de stratégie pour éliminer la pauvreté. Au sortir de la célébration de la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté, dont les activités ont été tenues à Ouessou, dans le département de la Sangha, le Directeur général du Plan et du Développement, Jean Christophe Okandza s'est entretenu avec Les Dépêches de Brazzaville. Comment à travers le Plan national de développement sortir les populations congolaises de la précarité ? Telle est la trame de cet entretien exclusif.

Les Dépêches de Brazzaville : Il y a 11 ans que le Congo célèbre la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté. Quelles sont les réelles motivations derrière cette journée internationale ?

Jean Christophe Okandza : L'initiative est internationale. Notre pays le Congo est un pays sous-développé. Nous avons encore un nombre élevé de pauvres. Nous célébrons donc cette Journée avec les Nations unies. Depuis que le président Denis Sassou N'Guesso a lancé le processus de municipalisation accélérée en 2004, nous avons épousé l'idée d'arrimer la célébration de cette journée dans le chef-lieu du département qui abrite la fête nationale. Cette année, nous sommes à Ouessou parce que la fête nationale sera célébrée ici à Ouessou, dans le département de la Sangha.

Vous évoquez la célébration tournante de cette journée. Cependant les préoccupations des populations sont-elles les mêmes ? À court terme qu'envisage le gouvernement ?

À court et à moyen terme les solutions sont les mêmes sur la



Jean Christophe Okandza

pauvreté. Le président de la République revient longuement sur la préoccupation qui s'exprime notamment par l'emploi et le revenu. C'est pour cela qu'en 2002, avec la Nouvelle Espérance, il a stabilisé la paix dans le pays et, dès 2003, renoué avec la communauté financière internationale. Ce qui permit au Congo d'atteindre le point de décision en 2006. La correction des imperfections sur les données statistiques a été réalisée par deux enquêtes : l'enquête économique auprès des ménages (ECOM) et l'enquête de démographie et de santé (EDS Congo). Depuis 2008, le gouvernement a conclu un programme

avec les institutions internationales financières et élaboré le document de Stratégie de réduction de la pauvreté 2008-2010. La Nouvelle Espérance nous a conduits à un niveau d'espoir avec l'atteinte du point d'achèvement en janvier 2010. Ce qui nous a permis d'avoir un certain avantage substantiel en la réduction de la dette qui étranglait le développement de notre pays. Résolu de passer de l'espoir à la prospérité, le Chemin d'Avenir nous a conduits à la 2ème génération du DSRP manifesté dans le Plan National de Développement (PND), document qui opérationnalise le Chemin d'Avenir. Deux fonda-

mentaux agrémentent la nouvelle stratégie de développement qui, au-delà de la simple réduction de la pauvreté prônée en 2008-2010, y ajoute la croissance et l'emploi. La stratégie est désormais celle de la croissance, de l'emploi et la réduction de la pauvreté.

Une croissance soutenue par le pétrole seul...

La croissance peut être aléatoire, du fait qu'elle soit entraînée par les mouvements pétroliers. La Nouvelle Espérance opérationnalisée par le Plan National de Développement se focalise sur la modernisation et l'industrialisation de l'économie congolaise. De ce fait, la diversification de l'économie congolaise paraît incontournable. Cette diversification entretenue par les grappes changera, je le pense, la configuration de la croissance congolaise et créera la diversification de nombreux emplois. Ce qui apportera la différence souhaitée entre la 1ère et la 2ème stratégies.

À quel niveau se situe la pauvreté aujourd'hui au Congo ?

En 2005, à la faveur de la réalisation de l'ECOM 1 et de l'EDS Congo 1, le niveau de pauvreté était de 50,7%. Cependant, la réponse de la même enquête en 2011, ECOM 2 et EDS Congo 2, situe ce niveau de pauvreté à 46,5%. Il sied cependant de remarquer que la pauvreté s'est plus dégradée au niveau rural qu'urbain. En milieu rural, elle a atteint 74% ».

Qu'est ce qui justifie cette aggravation de la pauvreté au niveau rural ?

La municipalisation accélérée que le président de la République a entamée a donné un autre élan au niveau de l'urbanisation. Et finalement s'est créé un autre

problème. Les ruraux qui étaient dans les villages sont obligés de sortir pour venir dans ces villes nouvellement créées. C'est pour cela que notre problème aujourd'hui est de terminer cette séquence d'urbanisation que nous achèverons avec la Bouenza en 2016 pour créer prochainement des conditions d'accompagnement économique de cette urbanisation. Il s'agit de créer des emplois pour que les revenus soient augmentés et baisser le niveau de pauvreté au Congo.

Le thème de cette année voudrait associer les populations pauvres à la prise des mesures nécessaires de réduction de la pauvreté. Comment procéderiez-vous ?

Le schéma est très simple. Nous avons élaboré sept grappes dans le PND.

C'est en déroulant ces sept grappes que nous assurons la politique de diversification de l'économie congolaise.

Le contact avec les populations est permanent. Par exemple dans la Sangha où il y a la forêt, des terres et des sites touristiques. Bois et forêts, agriculture et agroalimentaire, tourisme et hôtellerie que nous pouvons dérouler pour assurer une meilleure diversification dans le département.

Et pour finir...

Continuer l'événement. D'année en année nous essayons d'améliorer notre répertoire. Ce que hier en 2013 nous avons fait à Sibiti, nous l'avons certainement fait mieux à Ouessou et demain à Madingou nous améliorerons ce que nous avons fait ici. Nous traduisons ainsi la politique du président de la République : celle d'amener le Congo à l'émergence d'ici à 2025.

Quentin Loubou

Arrêt sur images



Voici des semaines, et même des mois, que ce «camion remorque», est garé ici, sur le Boulevard Denis- Sassou-N'Guesso, non loin de la gare de Brazzaville. Son positionnement sur le trottoir contraint les passants à emprunter la chaussée, frôlant, ainsi les voitures et autres véhicules qui roulent à vive allure.

En effet, pas plus tard que le vendredi 23 octobre, une femme portant des baluchons sur la tête et sur le dos a failli être percutée par une voiture lorsqu'elle a été bousculée par un autre passant et que son colis a ricoché contre la remorque.

Question : que fait ce «long véhicule» à ce lieu ? Suivez notre regard.

VIRUS EBOLA

Les chrétiens congolais intercèdent en faveur des victimes de cette maladie

Près d'une centaine de chrétiens congolais issus de la Paroisse Notre Dame de Fatima de M'Pila, ont participé, le 23 octobre à Brazzaville, à la messe de la Miséricorde Divine contre la maladie d'Ebola.

Le but était de recourir à l'intercession de la Vierge Marie auprès de son fils Jésus, pour l'arrêt de sa propagation, pour la préservation du corps médical soignant contre sa contamination, et pour la guérison des victimes de ce virus et l'abandon à la Miséricorde de Dieu des âmes de ceux qui en sont morts.

La célébration a débuté à 16 heures. Tandis que retentissaient des chants interprétés par le chœur de la Paroisse, une procession, suivie du dépôt d'une gerbe de fleurs et des cierges allumés à la place de la Miséricorde divine, devant la statue miraculeuse de la Vierge Marie de notre dame de M'Pila, est ensuite entrée dans la paroisse pour prendre place devant l'autel.

Dans son homélie, le curé de la Paroisse, le père Jean-Marie Bukasa Malu, a mis l'accent, sur une nécessaire « exhortation » pour relever le fait qu'une partie de l'humanité, le continent Africain est en pleurs, « Encore une fois de plus, notre continent rallonge les mauvaises nou-

velles », a-t-il commenté.

Faisant référence à l'évangile (Matthieu 2, 18) le père Jean Marie Bukasa Malu, a parlé de la Mère Afrique qui pleure ses enfants, cette maladie qui frappe indistinctement les vieillards, les jeunes, et les enfants.

La réponse à cette poignante inquiétude, thérapie évangélique reprise par le père Jean Marie Bukasa Malu, dans le psaume 124 au verset 8 : « Notre secours est dans le nom du Seigneur, qui a fait le ciel et la terre », suivie d'une seconde lecture du psaume 49 ou il est écrit, « invoque-moi au jour de détresse, je te délivrerai et tu me rendras gloire ».

Le père Jean Marie Bukasa Malu, a en effet lancé un appel aux donateurs afin qu'ils concrétisent leurs promesses de dons. « C'est l'heure d'invoquer le Dieu de Jésus-Christ pour l'arrêt de la propagation de la maladie Ebola au Liberia, en Guinée Conakry, en Sierra Leone, et partout dans le monde. Un Jésus compatissant et agissant : c'est lui qui fait marcher les boiteux, qui fait voir les aveugles, fait parler les muets. Ce qu'il a accompli hier, il est capable de l'accomplir aujourd'hui et demain. Car il est le même », a-t-il ajouté.

Guillaume Ondzé

CENTRE HOSPITALIER ET UNIVERSITAIRE/BRAZZAVILLE

La nutrition des malades, une préoccupation de la direction

Après avoir restauré le système d'alimentation des personnes malades, soit une fois par jour, le Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville (CHU) vient d'instaurer le petit déjeuner pour les enfants.

La phase expérimentale qui a commencé cette semaine concerne les trois services de Pé-

enfant n'avait pas quelque chose à manger ce matin, il me demandait déjà à manger. Curieusement j'ai vu le petit déjeuner venir. J'encourage vraiment le CHU, J'apprécie positivement ce geste qui est le tout premier pour moi. Mon souhait est que ce geste puisse être pérenne », s'est réjoui Philomène, mère d'une fillette de deux ans.



Les agents de l'hôpital s'apprêtent à offrir le petit déjeuner aux enfants malades/crédit photo Adiac

diatrie, notamment : les Grands enfants, les Nourrissons et les Urgences pédiatriques (soins intensifs pédiatriques). Cette nouvelle initiative de la direction générale du CHU soulage tant soi peu les parents et les agents. « Nous sommes arrivés hier, c'est une surprise pour moi, car mon

Selon Hortense Nkombo, l'une des surveillantes au service des Soins intensifs pédiatriques, le menu composé du lait, du fromage, du beurre et du pain, est assez enrichi. « Les enfants sont nourris chaque jour et cela fait la joie tant des parents que des agents parce qu'il y a des en-

fants démunis qui arrivent et qui n'ont rien à manger. Après les soins, quand l'enfant sort du comma par exemple, il a envie de manger. Mais les parents n'ont parfois rien. C'est important qu'il ait un petit déjeuner le matin pour nourrir les enfants parce qu'il y a des moments où nous nous sacrifions en retrouvant nos poches pour les aliments. Mais le CHU a pensé à cela, c'est une satisfaction tant du personnel que des usagers », a-t-elle commenté.

Elle a, par ailleurs, assuré que toutes les conditions étaient respectées pour une alimentation de qualité car le service des Soins intensifs qui dispose de médecins, d'infirmiers et d'une diététicienne, est régi par des règles. Tout menu est, a-t-elle rappelé, vu par l'ensemble du personnel avant d'être présenté aux enfants. « Nous savons que la contamination est possible à l'hôpital et pour l'éviter, nous utilisons de l'eau chaude et toutes les dispositions sont prises pour que la sécurité des enfants soit assurée », a ajouté Hortense Nkombo.

S'agissant de la pérennisation du geste, la surveillante qui est à sa dixième année au niveau du service des Soins intensifs, pense que la volonté étant manifeste, l'opération va se poursuivre.

Parfait Wilfried Douniama

REPUBLIQUE DU CONGO

MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE

PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES AGRICOLES (PADEF)

Financement : FIDA/GOUVERNEMENT

AVIS DE RECRUTEMENT N° 10/2014/PADEF/UNGP-RPM

« Recrutements d'un Consultant National chargé de réaliser la formation des formateurs des membres des comités de Gestion et de Développement Communautaire sur l'entretien des pistes agricoles en techniques HIMO dans les Départements du Niari, de la Bouenza, de la Lékoumou, du Pool et de la Sangha »

1. La République du Congo a obtenu du Fonds International de Développement Agricole un financement (Prêt n° 851- CG) de 6,2 millions de dollars US, cofinancé par le Gouvernement congolais pour la mise en œuvre du Programme d'Appui au Développement des Filières Agricoles, et a l'intention d'utiliser une partie du montant dudit financement pour financer les services de consultants ci-après : Recrutements d'un Consultant National chargé de réaliser la formation des formateurs des membres des comités de Gestion et de Développement Communautaire sur l'entretien des pistes agricoles en techniques HIMO dans les Départements du Niari, de la Bouenza, de la Lékoumou, du Pool et de la Sangha.

2. Compte tenu de l'état de précarité des populations rurales, la difficulté de l'Etat à entretenir un grand nombre des pistes d'intérêt local et des routes non classées, le Programme a opté pour la méthode à haute intensité de main d'œuvre (HIMO). Cette méthode d'entretien des pistes rurales par les techniques HIMO consiste en l'utilisation intensive de la force humaine dans les différentes opérations des travaux routiers. Elle constitue une solution à la fois économique et technique à l'épineux

problème des infrastructures routières dans notre pays. Le choix des techniques HIMO devra permettre de concilier au mieux trois exigences essentielles :

- assurer la participation des collectivités locales (formulation en fonction des besoins par les populations) ;
- respecter les objectifs d'emploi et de redistribution des revenus (aux plus démunis) ;
- privilégier l'utilisation intensive de la main d'œuvre, sans effets négatifs sur les coûts ni sur la qualité.

3. C'est dans cette optique, que le PADEF va recruter un consultant national qui aura la mission de former les formateurs issus des structures des Conseils départementaux afin que ces derniers puissent former à leur tour, les membres des comités de gestion et de développement communautaire dans les villages, sur les techniques HIMO dans le cadre de l'entretien des routes en terre et des ouvrages d'art, le PADEF invite les consultants individuels, intéressés par ladite mission à soumettre leurs offres.

4. Les prestations des consultants ont pour objet d'assurer une formation en langue française orientée vers les applications de l'approche HIMO à la réhabilitation et l'entretien des pistes rurales. La durée de la mission est de 3 semaines.

Le PADEF invite les candidats intéressés à manifester leur intérêt, à fournir des informations pertinentes indiquant leurs capacités techniques à exécuter lesdits services. Le dossier de candidature devra comporter les

renseignements suivants : (i) Le Consultant doit être Ingénieur en génie civil (rural) ayant une expérience professionnelle d'au moins cinq (5) ans dans l'exécution et le contrôle des chantiers de Génie civil/rural et ayant bénéficié d'au moins une formation en technique HIMO pour la réhabilitation et l'entretien des pistes rurales.

5. Sur cette base, un consultant national sera sélectionné conformément aux directives « Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs du Fonds International de Développement Agricole (FIDA). Le consultant national sera sélectionné suivant la méthode « Sélection fondée sur la Qualification (SQ) ».

6. Les intéressés peuvent obtenir des informations sur les termes de références de la mission, à l'adresse ci-dessous, les jours ouvrables, de 8 h 00 à 16 h 00.

7. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées sous pli fermé à l'adresse ci-dessous, au plus tard, le lundi 10 novembre 2014 à 12 H 30

Programme d'Appui au Développement des Filières Agricoles (PADEF) - Rue Isaac Locko n° 70/42 et 70/43, Quartier Hôpital Blanche GOMEZ, derrière l'Ambassade des Etats-Unis, Brazzaville, Tél : 00242 06 658 59 19 / 06 644 75 07, Email : blprodercongo@yahoo.fr.

**Fait à Brazzaville, le
Le Coordonnateur,
Benjamin DIRA**

Christophe de Margerie, l'homme qui a fait bouger les lignes chez Total

Surnommé « Big Moustache » en raison de ses épaisses Bacchantes, Christophe-Gabriel-Jean-Marie Jacquin de Margerie dit Christophe de Margerie est né le 6 août 1951 en Vendée (France). Il était diplômé de l'École supérieure de commerce de Paris (ESCP - promotion 1974).

Par sa mère, il est le petit fils de Pierre Taittinger, l'industriel de champagne qui porte son nom, et plutôt fils du capitaine Rodocanachi, mais adopté par Pierre-Alain Jacquin de Margerie, qui épousa sa mère Colette Taittinger. Il entre chez Total en 1974 « *uniquement parce que c'était l'entreprise la plus proche de chez lui* », aimait-il à raconter. Il apparaît dans les années 2000 comme le successeur de Thierry Desmarest, et sera nommé DG de Total le 13 février 2007, avant de prendre les commandes du groupe le 21 mai 2010. Christophe de Margerie se joint à quinze autres patrons français pour demander une augmentation de leurs impôts en 2011. Il rentrait d'une réunion avec le Premier ministre russe, Dmitri Medvedev, consacrée aux investissements étrangers en Russie.

Sous commandement, le groupe Total avait accéléré ces dernières années ses investissements dans l'exploration, pour répondre à d'ambitieux objectifs de croissance de sa production de pétrole tout en

menant d'importantes cessions d'activités. Dans sa stratégie, Christophe de Margerie ambitionnait de faire de la Russie sa principale zone de production d'hydrocarbures à l'horizon 2020. Grâce à Christophe de Margerie, le Groupe Total est devenue la première entreprise française par capitalisation, la cinquième compagnie pétrolière au monde, et la première en Afrique, présente dans 43 pays africains et employant 10 000 salariés et près 50 000 collaborateurs. Total a découvert son premier gisement au Gabon en 1962, et est à sa 60^e année en Angola.

Avant Christophe de Margerie, les investissements de Total en Afrique étaient considérés comme un risque en raison de son instabilité.


Aujourd'hui, au regard des risques géopolitiques, des zones comme le Moyen-Orient, il en a fait un atout décisif, et a lancé des recherches sur tout le continent, en Ouganda, en Côte d'Ivoire, en Afrique du Sud, au Mozambique, au Kenya, en passant par le Congo.

Total détient, entre autres, plus de 4 400 stations services en Afrique et Christophe de Margerie comptait ajouter 1 000 autres d'ici à 2017.

Christophe de Margerie a aussi beaucoup misé sur les actions sociales, éducatives et culturelles notamment au Congo.

Noël Ndong

Ne Perdez Plus VOTRE REPERTOIRE AVEC WARID PROTECT



Avec **Warid Protect**, sécurisez toutes vos données téléphoniques (répertoire, photos, vidéo, etc.).

Pour l'activation, composez *4343*1*1# OK / YES

Coût : 400 fcf/mois*

* Plus coûts de navigation en cas échéant

www.waridtel.cg 04 400 01 23 ou 123 Warid Congo SA

WARID
Passer à l'action

Crédit Rentrée Scolaire

FRAIS DE DOSSIER GRATUITS

BGFIBank vous accompagne pour la rentrée scolaire

BGFIBank vous accompagne pour faire face aux dépenses de la rentrée scolaire.

Grâce à une offre* de crédit diversifiée et personnalisée répondant précisément à vos besoins, vous pouvez acheter les fournitures scolaires, les vêtements, divers équipements ou financer les études de vos enfants.

Une rentrée scolaire sans encombre, C'est possible avec BGFIBank.

Selon vos besoins, obtenez entre 200 000 et 2 000 000 F Cfa, au taux préférentiel de 11% remboursables sur 10 Mois et disposez des fonds dans un délai d'une semaine.

*** Offre valable du 25 Juillet au 25 Octobre de l'année en cours.**

Pour plus d'informations, votre Chargé de Relations Clientèle et toute l'équipe commerciale se tiennent à votre disposition.

BGFIBank



Service Ecoute Client

Tél.: +242 06 944 50 85/05 544 85 22
+242 05 544 89 88/05 544 85 20
Fax : +242 22 281 50 89/90
Email : eqccongo@bgfi.com

www.bgfi.com

BGFIBank
Votre partenaire pour l'avenir



Heineken[®]
open your world

EDITION LIMITEE
HEINEKEN
CITY



DÉVELOPPEMENT HUMAIN

Le Congo occupe toujours le 140^e rang mondial

Le rapport mondial sur le développement humain 2014, intitulé : « Pérenniser le progrès humain : réduire les vulnérabilités et renforcer la résilience », classe le Congo à la 140^e place, soit sans changement depuis 2012.

L'étude réalisée par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) fait comme à l'accoutumée le classement des pays à l'Indice de développement humain (IDH) et dégage des changements dans le classement intervenus entre 2012 et 2013.

Le développement humain est défini comme le processus visant à élargir au maximum les possibilités offertes aux femmes, aux hommes, aux enfants, aux jeunes et aux personnes âgées, pour vivre le mieux possible. Ces possibilités sont envisagées à plusieurs niveaux essentiels : mener une vie longue et saine ; être en mesure d'acquérir des connaissances ; avoir accès aux ressources nécessaires indispensables à un niveau de vie décent. La notion du développement humain prend aussi en compte, par exemple, le problème de l'inégalité entre l'homme et la femme.

C'est en tenant compte de tous ces critères et principalement de ceux liés à la qualité de vie, à l'accès à l'éducation de qualité et à un revenu équitable que le Congo a été toujours classé à la 140^e place. Lors de la cérémonie de présentation de ce rapport, le jeudi 23 octobre à Brazzaville, la ministre des Affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité, Émilienne Raoul, a dit qu'au Congo, malgré des difficultés, des « avancées significatives



La ministre Émilienne Raoul entourée de Jean Christophe Okandza et Anthony Ohemeng-Boamah

ont été enregistrées » et que le pays s'employait à faire davantage pour améliorer les conditions de vie de la population. Elle a cité des efforts entrepris entre autres sur les plans de la santé et de l'éducation pour les enfants de 6 à 16 ans.

« Certes le Congo a fait des progrès mais beaucoup reste encore à faire pour offrir des soins et une éducation de qualité au plus grand nombre », a déclaré Émilienne Raoul. « Le troisième indicateur sur le pouvoir d'achat est lié au taux de chômage encore élevé chez les jeunes dans notre pays », a-t-elle reconnu, ajoutant que c'est un défi que le gouver-

nement congolais « doit relever dans un proche avenir ».

Notes attribuées à certains pays de l'Afrique subsaharienne

Signalons que le Gabon est placé à la 112^e place au niveau mondial dans le rapport de cette année, soit au premier rang des pays de l'Afrique sub-saharienne, loin devant l'Afrique du Sud qui, elle, occupe le 118^e rang. Quant au meilleur rang en Afrique en général, il est attribué à la Libye (55^e rang). Le Cameroun est classé au 152^e rang alors que la Guinée équatoriale et le Tchad occupent respectivement la 144^e et la 184^e

place. La Centrafrique classée au 185^e rang et la République démocratique du Congo au 186^e, sont les derniers de la sous-région en termes de développement humain.

Au plan mondial et à l'instar des rapports précédents, l'étude de cette année fait le point sur les avancées en matière de développement humain dans le monde. Il indique que les menaces telles que les crises financières, les fluctuations du prix des denrées alimentaires, les catastrophes naturelles et les conflits, constituent un obstacle majeur au progrès. « Réduire la pauvreté et la vulnérabilité des populations dans ce

domaine doit demeurer l'objectif central du programme pour l'après 2015 », souligne le rapport qui fait plusieurs recommandations aux gouvernements.

Parmi ces recommandations, le rapport préconise l'accès universel aux services sociaux de base afin de renforcer la résilience. Une manière de réfuter ainsi l'idée selon laquelle seuls les pays riches peuvent assurer une telle prestation. Le texte enjoint les gouvernements à s'engager de nouveau à atteindre l'objectif du plein emploi. Il fait valoir que le plein emploi a des retombées sociales qui dépassent les bénéfices privés, telles que la promotion de la stabilité et de la cohésion.

La publication du rapport IDH 2014 a suscité un débat parmi les participants qui ont insisté sur la qualité de la formation offerte aux jeunes. L'un d'entre eux a souligné que le fort taux de chômage des jeunes au Congo s'explique par le fait que les formations dispensées dans le pays sont en inadéquation avec la demande du marché de l'emploi. Un autre intervenant a mis l'accent sur la vulnérabilité des populations rurales : difficultés liées à l'accès aux services de base et autres protections sociales.

Jugeant pertinentes les réactions des participants, la ministre Émilienne Raoul a souhaité que soit mis en place un cadre permanent d'échanges, dénommé « forum thématique » devant réunir les cadres du système des Nations unies au Congo, le gouvernement ainsi que les différents responsables des organisations de la société civile.

Nestor N'Gampoula et Fiacre Kombo (Stagiaire)

DÉVELOPPEMENT

Les agences onusiennes appelées à accompagner le Congo

À l'occasion de la célébration, le 24 octobre, du 69^e anniversaire de l'ONU, le coordonnateur résident des agences du système des Nations unies au Congo, Anthony Ohemeng-Boamah, a réitéré la volonté des instances onusiennes d'aider à relever les défis de développement du pays.



Anthony Ohemeng-Boamah

Dans son allocution, lors de la soirée commémorative de cet événement, Anthony Ohemeng-Boamah a affirmé en s'appuyant sur la déclaration du secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-moon, prononcée pour la circonstance, que l'action des Nations unies était plus que nécessaire à l'heure actuelle pour concrétiser les idéaux de l'organisation dans chaque pays. « Les défis auxquels

le monde est confronté tels que la pauvreté, la maladie, les changements climatiques sont similaires à ceux qui nous interpellent dans nos actions d'accompagnement des efforts du Congo pour relever les défis de développement », a déclaré le coordonnateur résident.

« Notre organisation ne reste pas indifférente face à ces dé-

fis », a martelé Anthony Ohemeng-Boamah, précisant que cette action s'articule au Congo dans les domaines de la gouvernance, la réduction de la pauvreté, l'accès aux services sociaux de base, l'environnement et le développement durable. L'accompagnement du système des Nations unies sur les problèmes de développement au Congo est soutenu et consolidé avec l'appui humanitaire fourni en ce moment aux réfugiés centrafricains et autres installés dans le Nord du pays.

Depuis leur création, les Nations unies veulent créer « un monde meilleur », où règnent la paix, la sécurité, la stabilité et la prospérité pour tous, mais les fonctionnaires de l'organisation sont confrontés à d'énormes difficultés. Des fonctionnaires qui travaillent parfois au prix de leur vie, comme c'est le cas pour leurs trois collègues qui sont récemment morts de la fièvre à virus Ebola en Afrique de l'Ouest.

Malgré ces difficultés, l'ONU se félicite des actions engagées à l'échelle planétaire pour donner le meilleur d'elle-même à l'humanité. « Cet anniversaire est l'occasion donnée à notre organisation de s'exprimer sur les grands défis actuels et les succès engrangés sur la scène internationale », a relevé Anthony Ohemeng-Boamah.

Pour sa part, le ministre congolais des Affaires étrangères et de la coopération, Basile Ikouébé, s'est réjoui de l'action des agences de l'ONU au Congo. « Depuis plusieurs années, a-t-il souligné, le gouvernement congolais travaille avec le système des Nations unies dans un esprit de partenariat confiant et efficace. Les différents programmes de développement, nationaux et sectoriels, portent l'empreinte de cette étroite collaboration ». Le ministre a indiqué qu'il en était ainsi du Plan national couvrant la période 2012-2016, des

programmes en matière d'éducation, de santé, d'égalité des sexes et d'autonomisation de la femme sans oublier les droits de l'homme.

L'horizon 2015 pour la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) étant tout proche, le ministre a appelé les Nations unies à agir davantage pour accompagner les efforts de développement de chaque État à travers le monde en vue de régler tant soit peu les problèmes de l'humanité et préserver les acquis déjà enregistrés. « Le Congo a beaucoup fait en ce domaine, mais force est de reconnaître que beaucoup reste à faire, pour assurer à notre peuple le bien-être qu'il mérite. Il nous faut continuer à renforcer la résilience à long terme. L'objectif final étant de ne laisser personne au bord de la route, de pérenniser une croissance inclusive », a conclu le ministre des Affaires étrangères et de la coopération.

N.N'G. et F.K. (Stagiaire)

COOPÉRATION

Les Allemands de Mannheim attendus à Brazzaville

Cette annonce a été faite par Gervais Hugues Ondaye, conseiller culturel du maire de Brazzaville et directeur du festival Feux de Brazza, qui sort fraîchement de l'Allemagne.

Pendant plus d'un mois les allemands de la ville de Mannheim tâteront le potentiel culturel de Brazzaville. Et pistonneront par conséquent un certain nombre de groupes. La perspective du jumelage Brazzaville-Mannheim sera également envisagé. Cet éventuel accord serait une opportunité pour les créateurs brazzavillois. Il faut dire que c'est dans le cadre du réseau des villes créatives de l'Unesco que Gervais Hugues Ondaye a répondu présent à l'appel des Allemands de la ville de Mannheim. En effet, Brazzaville est ville créative de l'Unesco dans le domaine de la musique. Une situation propice qui a d'ailleurs incité la ville de Mannheim en Allemagne à postuler et devenir à l'instar de Brazzaville une ville créative de l'Unesco. Voilà qui justifie la sollicitation des Allemands de Mannheim à venir à Brazzaville. Et, aussi pouvoir solliciter l'appui des autorités de Brazzaville à cette candidature. Ainsi, les experts des deux villes ont travaillé sur ce dossier de candidature. Le festival Enjoy jazz de Mannheim signe un accord de partenariat avec le festival Feux de Brazza. Le directeur du festival Feux de Brazza, Gervais Hugues Ondaye, a profité également de l'occasion pour

inviter les créateurs et les porteurs d'événements culturels à s'approprier le leadership de Brazzaville au plan mondial avec l'Unesco pour développer les accords. D'ailleurs, en sa qualité de directeur du festival Feux de Brazza, il a aussi signé des accords avec quelques directeurs des festivals, notamment le festival Enjoy jazz de Mannheim, qui est un festival international. Les deux axes de cet accord sont consacrés à la formation du personnel des Feux de Brazza et l'échange des artistes. À ce titre, le festival Enjoy jazz va former le personnel de Feux de Brazza en raison de trois personnes par année, ceci pendant trois ans. Il y aura également les échanges des artistes, parce que les artistes du festival Enjoy de Mannheim ont besoin de découvrir la chaleur de la musique africaine et particulièrement de la musique congolaise.

Si le dixième anniversaire des Feux de Brazza dont une partie sera célébrée à la galerie du Bassin du Congo tombe dans cette période coïncide avec le séjour des Allemands, ce serait une occasion heureusement pour ces derniers de tâter le potentiel culturel des artistes musiciens congolais. « Nous allons développer les échanges entre les artistes de la ville de Mannheim et Feux de Brazza. C'est pour cela que l'année prochaine en mai 2015, nous allons recevoir ici une forte délégation de cette ville pour venir observer ce que Feux de Brazza fait et au besoin assister aux 10

ans de notre existence. Et nous allons ensemble travailler sur les différents axes de cet accord puis enfin programmer la première sortie des artistes. Car, Feux de Brazza dans sa philosophie au sortir de la cinquième édition, c'était de produire les artistes. C'est pourquoi nous avons décidé de produire TH Musica international et Bana batéké. Le contrat sera signé d'ici quelques jours. Ensuite nous commencerons avec l'enregistrement de leurs supports et dérouler le programme. C'est sera comme ça jusqu'en 2016 », a déclaré Gervais Hugues Ondaye. Le directeur des Feux de Brazza a aussi précisé que l'accompagnement qu'ils vont faire ce n'est pas seulement de sortir les disques et les vidéos, mais c'est aussi de les insérer dans les différents festivals du monde. C'est leur mission a-t-il précisé. Et, le mois prochain ils vont signer un autre protocole d'accord avec l'association des festivals du Nigéria. « Ce pays à près de 116 festivals par année. Nous avons besoin de faire bénéficier ces différents plateaux aux artistes congolais. C'est pour cela que nous allons nous transporter d'ici le mois prochain à Lagos pour signer cette convention de partenariat avec l'association des festivals du Nigéria et Feux de Brazza. Tous ces contrats sont signés pour créer les conditions de circulation des artistes congolais. »

Bruno Okokana

PUBLICATION

«Les griots du boss» déjà en librairie

Après avoir été tournée sur les planches de plusieurs festivals à travers le monde, la pièce Les griots du boss de Sylvie Diclo-Pomos vient d'être publiée chez edilivre.

Les griots du boss est un texte écrit en 2006 et monté par la compagnie Kaf de Abdou Fortuné Koumbha en 2007. C'est un texte qui a fait son chemin avant d'être publié. « Le théâtre c'est d'abord la scène lorsque j'écris un texte, je ne m'intéresse pas d'abord à l'édition parce que le théâtre ne se lit pas, il se joue. Je donne mes manuscrits à mes amis metteurs en scène et je fais circuler les textes à travers des lectures et des mises en scènes. Une fois qu'il est connu, je pense à l'édition », a indiqué Sylvie Diclo Pomos.

Deuxième texte de l'auteure congolaise publié après la Folie de Janus en 2007, Les griots du boss racontent l'histoire d'une femme journaliste, Doyenne, et d'un diplômé sans emploi, Mayotte, enfermés dans une prison du pays des fauves.

La journaliste s'est retrouvée là parce que dans l'exercice de son travail, elle a écrit des choses qui déplaisent. Et le diplômé s'est fait garçon de ménage au domicile d'un comman-

dant de l'armée. Les choses ont mal tourné et le voilà en prison. Les 66 pages de ce livre est une invite à la lutte contre les injustices sociales. « Lorsque je publie, c'est pour favoriser la circulation des textes pour que le théâtre soit lu, connu et joué hors de nos frontières. Le support permet aux metteurs en scène de s'approprier la pièce. Je publie aussi pour favoriser la circulation des textes théâtraux », explique Sylvie Diclo-Pomos qui, pour l'heure, a mis sur les planches sa pièce Coma Bleu, présentée en grande première en décembre dernier au festival Mantsina sur scène. Auteure, comédienne et metteur en scène passionnée de théâtre dès son jeune âge, Sylvie Diclo-Pomos codirige depuis 2004 une compagnie théâtrale au sein de laquelle elle assure la direction artistique. Auteure de plusieurs textes dramatiques, elle obtient une bourse d'encouragement à l'écriture en 2006 pour La folie de Janus, publiée par Culture France.

Hermione Désirée Ngoma





Assurances et Réassurances du Congo

Nous vous **accompagnons** pour tous vos **besoins** en **assurances.**

ASSURANCE AUTOMOBILE ASSURANCE INDIVIDUELLE ACCIDENT
 ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE ASSURANCE TOUS RISQUES (Chantiers, Montages et Essais)
 ASSURANCE MALADIE
 ASSURANCE VOYAGE ASSURANCE INCENDIE
 ASSURANCE TRANSPORT ASSURANCE MULTI-RISQUES HABITATION
 ASSURANCE GLOBALE BANQUE ASSURANCE SCOLAIRE

ASSURANCE MULTI-RISQUES BUREAU
 Protégez votre entreprise dès maintenant!



le monde de l'informatique

Promotion spéciale

Ordinateurs portables **acer**

➤ Acer Aspire E1-570

➤ Acer Celeron (Couleur Rouge)
 ➤ Acer Celeron (Couleur Grise)

➤ Acer Aspire V5-131











Spécificités
 * Intel Core i5-3337U, Système Windows 8
 * 1.8 GHz with Turbo Boost up to 2.7 GHz
 * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD
 * 15.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
 * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Spécificités
 * Intel Celeron, Processor (2.2 GHz), Windows 7
 * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD
 * 15.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
 * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Spécificités
 * Intel Celeron
 * Système d'exploitation Windows 7
 * 2 GB DDR3 Memory, 320 GB HDD
 * 11.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
 * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **479.000** TTC

Prix : **265.000** TTC

Prix : **259.000** TTC

Avenue Alphonse Fondere, Immeuble C.N.S.S, City-center, Centre-ville, Brazzaville, République du CONGO
 Tel: 00242 05 381 34 34 / 06 881 34 34 - Courriel: info@terratech-cg.com - Web: www.terratech-cg.com

FONCTION PUBLIQUE

Démarrage effectif des opérations de paie dans les banques

Les membres du comité de cette paie ont sillonné les différentes banques de la ville de Kinshasa (la Biak, Access et Tmb) pour se rendre compte que les agents et fonctionnaires de l'État ont commencé à percevoir leur salaire. La délégation était composée du président dudit comité, Kayembe wa Kayembe, du vice-président, John Kitugwa, du coordonnateur délégué du gouvernement, Bienvenu Matenda et du coordonnateur du secrétariat technique du comité, Bobo Kabungu.

Partout où cette délégation est passée, les fonctionnaires étaient au rendez-vous pour percevoir leurs salaires. On a pu constater, comme d'habitude, des files d'attente des agents et fonctionnaires de l'État qui attendent d'être payés, des guichets de banques pris d'assaut par ces fonctionnaires qui remplissent les formalités d'usage, dans une ambiance sans brouille.

La paie à Acces bank explique Clara Kenga, superviseur du centre de paie, a commencé par les militaires. « Nous avons déjà fini avec eux et nous poursuivons avec les policiers ensuite les enseignants. Tout se passe normalement ».

Oliver Meisenberg, l'adg de la TMB confirme qu'au niveau de sa banque les opérations se passent sans problème. Il a par ailleurs salué la compréhension dont ont fait montre les agents et les fonctionnaires de l'État.

À entendre le président de l'as-

sociation congolaise des banques (ACB), Michel Losembe qui a reçu, peu avant leur descente sur le terrain, les membres du comité de suivi de la paie des agents et fonctionnaires de l'État, tout est mis en place pour que cette paie se passe sans problème. « Lors de la réunion du comité de direction de l'ACB, nous avons décidé du démarrage de la paie. À ce jour, la paie se déroule sans difficultés sur toute l'étendue du territoire national. Même dans les provinces les plus reculées, les banques sont en train de payer les agents et fonctionnaires de l'État. Tout se déroule normalement, à la grande satisfaction de toutes les parties ».

Michel Losembe, fait savoir que le go a été donné pour démarrer la paie. Les comptes étaient dans les 24 heures crédités partout. Cependant, ajoute-t-il, ce qui peut prendre du temps, c'est la mise à disposition des espèces dans les endroits d'accès difficiles. Du point de vue technique, indique Michel Losembe, tous les fonctionnaires sont payés, ce qui reste c'est la disponibilité des liquidités de cette paie qui peut prendre du temps. « Mais, les choses se passent bien à ma connaissance », rassure-t-il.

Compromis entre l'État et les banques

Un terrain d'entente a été trouvé entre les banques et le gouvernement pour éviter un désagrément dans la paie des agents et fonctionnaires de l'État. Des mécanismes sont ainsi mis en place pour que dans l'avenir, cette situation ne se

répète plus, comme l'a fait savoir Michel Losembe. « Nous avons mis en place tous les mécanismes pour que nous ne nous retrouvions plus dans la situation que nous avons connue avant. Nous nous sommes tous engagés pour anticiper les difficultés. Toutes les mesures ont été prises pour que ça ne se reproduise plus. »

De son côté, le président du comité de suivi de la paie des agents et fonctionnaires de l'État, Kayembe Wa Kayembe explique que dans le protocole signé entre le gouvernement et les banques, le gouvernement s'est engagé à alimenter les banques tandis que les banques, pour leur part, devraient transmettre les rapports et ouvrir des comptes.

Après avoir passé en revue cet accord, il s'est dégage que l'État avait accumulé les arriérés. Une solution a été trouvée. Du côté des banques aussi, il y a eu des choses à améliorer. Un compromis a donc été trouvé et tout rentre dans l'ordre. « Nous sommes en train de voir comment renforcer ce partenariat public et privé de manière à ce que nous puissions conforter cette réforme. C'était une situation qui était arrivée, nous avons tiré des leçons et le gouvernement va s'ajuster et les banques aussi.

La bancarisation est un défi et c'est un exploit pour les banques car elles arrivent à relever ce défi en payant tous les agents et fonctionnaires de l'État même dans les coins les plus reculés », a déclaré le président du comité.

Aline Nzuzi

MINES

Un pic dans la production de l'or en 2014

La RDC atteindra les 18 tonnes au cours de cette année, soit trois à quatre fois le volume produit en 2013.

Cette information confirmée par le ministère des Mines prouve à suffisance la bonne santé du secteur aurifère avec une production qui se consolide suite à l'ouverture de quelques mines. En effet, ce pic sera alimenté principalement par le démarrage des mines du nord-est de la RDC. L'on cite, par exemple, celle de Kibali opérée par Rangold Ressources et AngloGold Ashanti. En 2007, la RDC produisait bien plus, environ 100 kg d'or. En 2013, elle n'a produit que 4 tonnes. Plusieurs facteurs ont contribué à cette chute drastique, notamment la mauvaise gestion et la corruption. Les deux décennies de crise po-

litico-militaire ont porté le coup fatal, en conduisant au départ des compagnies minières et en paralysant l'exploitation des mines dans la partie orientale du pays dotée d'immenses ressources aurifères. À présent, beaucoup de ces compagnies minières sont revenues à la charge pour développer leurs sites jadis abandonnés et envahis, pour la plupart, par des creuseurs clandestins. Cette perspective de reprise progressive de la production arrive au moment où le gouvernement s'active à apporter des innovations susceptibles de l'aider à augmenter par la même occasion ses recettes. Il s'agit de relever le niveau de contribution des compagnies minières qui auront atteint la vitesse de croisière dans l'exploitation minière et résorbé les déficits reportés.

L.E.

LOI FINANCIÈRE 2015

Pas de « croissance » dans l'assiette du travailleur

S'exprimant lors d'une rencontre avec la presse le 23 octobre, l'Union nationale des travailleurs du Congo (UNTC) a rejeté les craintes d'une pression inflationniste en cas d'augmentation des salaires car, selon elle, beaucoup de pays en situation de récession ont consenti malgré tout des efforts pour améliorer le social de leurs travailleurs dans le but d'atténuer les effets de la crise.

Se réservant encore de toute déclaration officielle de l'association de défense des travailleurs sur l'actuel projet de budget en examen à la commission Ecofin de l'Assemblée nationale, le président de l'UNTC, Modeste Ndongala, a mis en garde contre les méfaits des bas salaires. « Cette politique ne donne pas de résultats. Elle ne profite ni à l'État ni aux entreprises ni aux travailleurs. Au contraire, elle ne fait qu'alimenter les frustrations et les problèmes sociaux. Dans certains pays, elle a même créé de profonds malaises, voire des récessions ».

Modeste Ndongala a rappelé la nécessité d'engager un débat de fond le plus large possible sur le thème des rémunérations à appliquer dans tous les secteurs de la vie active, y compris dans le monde rural et dans l'informel, pour empêcher l'exploitation des plus faibles par les plus forts. « Il nous faut réfléchir, nous l'avons dit plusieurs fois. Nous devons nous retrouver autour d'une table pour discuter de cette question des salaires. C'est fondamental ». En termes de nouveaux engagements, l'UNTC est membre du Conseil économique et social. Cette structure a pour mission de donner un certain nombre de points de vue et même des recommandations et requêtes en rap-

port avec l'économie et le social, voire l'environnement. Aussi ce cadre de dialogue permettra-t-il à l'UNTC d'apporter ses arguments à chaque problème débattu. C'est l'espoir de Modeste Ndongala. « Nous allons apporter le plus d'arguments possibles pour permettre aux travailleurs congolais évoluant dans les entreprises publiques et privées mais aussi à toutes les personnes évoluant dans l'économie informelle de se retrouver à travers nos propositions. Il appartiendra aux décideurs de les prendre en compte ou pas ». L'UNTC n'exclut pas de s'appuyer sur les compétences intérieure et extérieure pour bien remplir sa mission. Dans son intervention, Modeste Ndongala a fait également le point sur la participation de l'UNTC au Congrès fédéral de la Fédération générale du travail de Belgique (FGTB) du 1er au 3 octobre en Belgique. Ces travaux qui ont drainé quelque 1 500 militants visaient à dessiner les contours de leur projet syndical pour les quatre prochaines années.

Par la même occasion, il y a eu une alternance avec le départ d'Anne Demelenne et l'entrée en fonction de Marc Goblet. Un détail qui n'a pu échapper à la délégation de l'UNTC : la remise et reprise cordiale entre les deux personnalités. « L'ancienne secrétaire générale est allée s'asseoir dans la foule, elle est redevenue un simple membre ». Ce congrès a connu une longue période de préparation : deux ans sur le plan politique (documentation et autres) et un an sur le plan logistique (hôtel, etc.) « Nous sommes déjà allés plusieurs fois, et on nous connaît. Mais là nous sommes allés avec la base pour montrer que l'UNTC est une organisation qui existe bel et bien ».

Laurent Essolomwa

ÉDUCATION ET SANTÉ

Échanges sur les financements en faveur des enfants

La deuxième session de sensibilisation sur le financement des secteurs sociaux en RDC initiée par le ministère du Budget et l'Unicef qui s'est tenue à l'Hôtel venus a eu pour thème « Comment améliorer la distribution des ressources pour répondre aux attentes des enfants congolais en matière d'éducation et de santé ? ».

Elle a ciblé des cadres des ministères de la Santé, de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel, du Budget, des Finances, des parlementaires et des délégués des partenaires du gouvernement en matière de développement.

Plusieurs exposés liés au thème central ont été développés lors de cette deuxième sensibilisation. Valère Munsya, coordonnateur de la cellule d'appui technique (CAT) au ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire

et Professionnel (EPSP), a entretenu l'assemblée sur la « mise en œuvre et du financement des politiques éducatives en RDC ». de son côté, Jean-Claude Lapole, directeur de cabinet adjoint du ministre du Budget, a axé son exposé sur l'arbitrage et l'allocation des crédits budgétaires.

Un cadre du ministère de la Santé publique a, quant à lui, planché sur la mise en œuvre et du financement des politiques de santé en RDC. En dernier lieu, le professeur François Kabuya, directeur de cabinet du ministre des Finances, a exposé sur l'allocation des ressources et la mise à disposition des fonds.

Avant les quatre interventions, la représentante de l'Unicef en RDC, Mme Barbara Bentein a souligné que la 3ème session de sensibilisation se tiendra à Lubumbashi dans la province du Katanga autour du thème « Comment améliorer les dépenses des secteurs sociaux ? ».

Elle a par ailleurs rappelé que c'est le 25 septembre 2014 que le Vice-Premier ministre et ministre du Budget de la RDC, Daniel Mukoko Samba avait lancé une série de trois sessions d'information sur la mobilisation et l'affectation des ressources pour les services de base. La première session qui a eu lieu le 25 septembre a porté sur « Comment accroître les ressources, l'allocation et la distribution des ressources des secteurs sociaux ? ». Pour Barbara Bentein, c'est grâce aux études telles que l'Enquête Démographique et de Santé (EDS II 2013-2014), MICS et le Rapport d'Etat du Système Educatif National (RESEN) que la RDC dispose aujourd'hui de données fiables sur la situation des enfants. Ces données, ajoute-t-elle, devrait permettre au gouvernement d'effectuer une meilleure allocation des ressources.

A.Nz.

SITUATION SÉCURITAIRE DANS L'EST DE LA RDC

François Muamba dénombre des progrès retraceables

Pour le coordonnateur du Mécanisme national de suivi de la mise en œuvre de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba (MNS), il s'agit, pour le gouvernement, de créer les conditions d'une paix qui débouche sur la stabilité.

Le point de presse tenu le 24 octobre par le coordonnateur du MNS, François Muamba Tshishimbi, dans les locaux de cette structure, à Gombe, lui a permis de relever les efforts fournis par le gouvernement de la République, sous l'égide du chef de l'État, Joseph Kabila, pour créer les conditions d'une paix durable à l'est du pays, conformément aux engagements pris dans le cadre de l'accord signé à Addis-Abeba.

Pour le coordonnateur du MNS, en effet, l'est du pays a connu beaucoup de progrès, ces derniers temps. À l'en croire, selon ces avancées, qui sont retraceables, il n'y a plus d'espaces occupés d'une manière permanente par les groupes armés dans cette partie du pays. Ce qui cadre avec l'engagement pris par le gouvernement, dans le cadre de cet accord, de restaurer l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire national. « Des pans entiers du pays étaient, il y a près d'une année, contrô-

lés par des forces négatives. Mais, grâce à la restructuration menée par le commandant suprême de notre armée et la détermination de nos officiers et nos soldats accompagnés par la brigade internationale de la Monusco, nous avons mis fin à cette occupation de fait de pans entiers de notre territoire », a-t-il expliqué.

Lutter contre les forces négatives Pour François Muamba Tshishimbi, en combattant les forces négatives actives au pays dont le M 23, les Adf-Nalu et les FDLR, le gouvernement met également tout en œuvre afin d'annihiler tout prétexte d'activités de pays voisins de la RDC au sein du territoire congolais, étant donné que les groupes armés sont soutenus par les pays étrangers. « Il est clair que tous ceux qui ne sont pas Congolais n'ont pas vocation à revenir dans notre pays. Nous n'en voulons plus de ces gens-là sous cette forme-là dans notre pays », a-t-il insisté.

Parlant des FDLR, le coordonnateur du MNS a clairement souligné la volonté du chef de l'État et du gouvernement congolais de les voir quitter le territoire de la RDC. « Pour le gouvernement congolais, leur destination, c'est le Rwanda. Ceux qui trouvent qu'ils ne peuvent pas regagner



Le Coordonnateur du Mécanisme national de suivi de l'accord d'Addis-Abeba, François Muamba, Photo RO-John Bompengo.

leur pays pour une raison ou une autre, qu'ils cherchent où aller. Ils n'ont pas de place sur le territoire congolais », a-t-il insisté.

François Muamba a également souligné l'entente signée avec la communauté internationale d'accorder à ces FDLR six mois pour leur désarmement volontaire, à partir du 2 juillet 2014, délai au terme duquel, si rien n'est fait, elles seront contraintes au désarmement forcé. Par ailleurs, le

coordonnateur du MNS, s'appuyant sur l'évaluation à mi-parcours de ce délai accordé aux FDLR par la SADC et le CIRGL, a noté que jusqu'au 20 octobre, rien n'a encore bougé. Ce qui l'a amené à rappeler la détermination de la communauté internationale de ne plus accorder de sursis supplémentaire à ce groupe armé pour son désarmement volontaire. « Le chef de l'État, Joseph Kabila, avait, à la clôture des concertations nationales, demandé à toutes

les forces négatives de saisir la chance de déposer volontairement les armes. Mais, le président de la République avait également noté que cette fenêtre ouverte ne resterait pas éternellement. Aujourd'hui, il est inconcevable que ces gens que nous avons accueillis chez nous et qui nous ont fait subir des actes décriés dont les pillages, massacres, viols, etc. se mettent, en ce moment, à poser

des questions », a-t-il souligné.

« Nous faisons face à une forme de terrorisme qui appelle à des réponses spécifiques »

Alors que l'histoire du M23 serait, selon lui, terminée, François Muamba pense que malgré la loi sur l'amnistie, la justice devra être de mise. Pour lui, tous ceux qui, par leurs activités dans l'est du pays, ont été reconnus comme auteurs des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité, des viols, pillages, destruction méchantes des avoirs des particuliers devront pouvoir rendre compte à la justice nationale, régionale ou internationale.

François, Muamba, parlant des ADF, a noté que ce groupe a toujours été traqué. Ce qui conduit ses membres, a-t-il indiqué, dans leur débandade, à se constituer en petits groupes menant des actions de terrorisme. « Nous faisons face à une forme de terrorisme qui appelle à des réponses spécifiques », a-t-il souligné. C'est cette forme d'activités de ce groupe qui est à la base des morts enregistrés dernièrement dans cette partie du pays dont à Beni. Mais, à l'en croire, tout est mis en œuvre afin de créer des conditions de la neutralisation des ces petits groupes terroristes.

Lucien Dianzenza

SANTÉ

La victoire sur Ebola se dessine en RDC

Le pays pourrait d'ici fin novembre être déclaré comme un État qui n'est plus touché par cette épidémie.

La flambée de l'épidémie à virus d'Ebola est en passe d'être endiguée en République démocratique du Congo. C'est en tout cas ce qui transparaît des dernières analyses faites par des spécialistes qui ont tablé sur des données fiables.

Des sources du ministère de la Santé publique, il nous revient que, sauf imprévu, la fin de cette épidémie pourrait être officiellement déclarée d'ici le 15 novembre prochain à Boende (province de l'Équateur), là où précisément elle a été identifiée pour la première fois avec tout ce qui s'en est suivi en termes de mesures d'encadrement afin d'éviter sa propagation à grande échelle.

Selon le communiqué du ministère de la Santé qui livre cette information, cette prédiction ne pourra tenir que si aucun nouveau cas n'est détecté à Boende après le tout dernier confirmé au laboratoire le 4 octobre dernier. Plus qu'une question de jours donc et la maladie à virus d'Ebola appartendra au passé. Ces projections ont été corroborées par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) qui soutient avoir passé près de deux mois sans faire face à un nouveau cas déclaré d'Ebola. « Tous les contacts ont été répertoriés et suivis, et le dernier a été testé deux fois négatif à Ebola », confirment les experts de l'OMS. Ils

prennent pour repère la date du 10 octobre et s'accordent quarante-deux jours francs d'observation avant de déclarer la fin d'Ebola en RDC tout en prenant en compte la double période d'incubation de la maladie.

Toutes les prévisions misent sur mi-novembre, à moins que de nouvelles données ne surviennent dans l'entretemps. Actuellement, à en croire des sources du ministère de la Santé, il n'y a qu'un seul cas suspect hospitalisé à Boende. Cinq autres personnes ayant été en contact avec les malades seraient sous observation à Lokolia considéré comme l'épicentre de l'épidémie.

Après vingt et un jours d'observation qui correspondent à la période d'incubation, il a été constaté que les personnes mises en quarantaine n'ont pas développé la maladie comme on le pensait. Notons que jusqu'au 22 octobre, le nombre cumulé de cas s'élève à soixante sept dont quarante neuf décès depuis la déclaration officielle de l'épidémie de maladie à virus Ebola le 24 juillet 2014. Sur les soixante sept cas détectés, il y a eu un cas suspect, vingt-huit probables et trente-huit confirmés au laboratoire dont vingt et un décès et dix sept guéris confirmés au laboratoire.

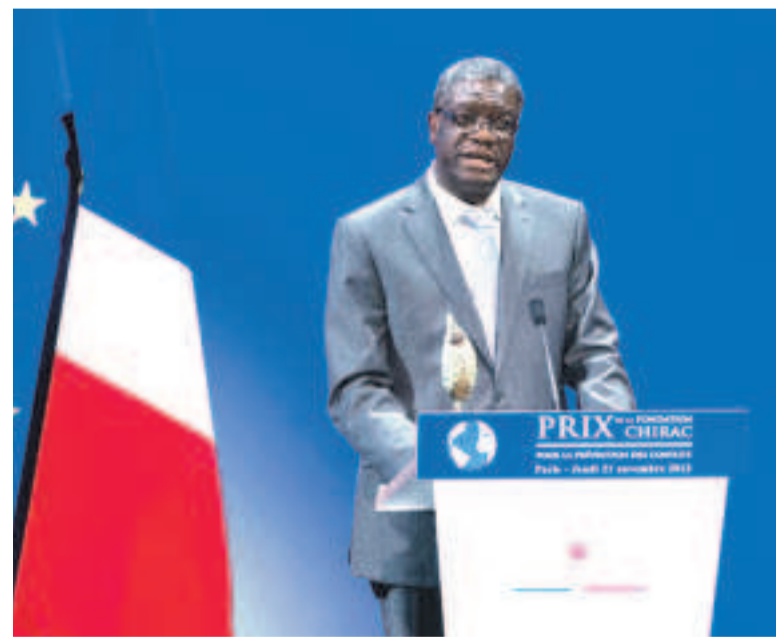
Toutefois, les statistiques globales de cette épidémie depuis qu'elle a été déclarée au mois d'août dernier fait état de soixante-six cas dont vingt neuf décès touchant notamment huit membres du personnel soignant.

Alain Diasso

LAURÉAT DU PRIX SAKHAROV

Le Dr. Mukwege félicité par Manuel Barroso et Herman Van Rompuy

Les présidents de la Commission européenne et du Conseil européen ont fait une déclaration conjointe pour manifester leur satisfaction.



Dr. Denis Mukwege, à la tribune du Prix de la fondation Chirac

Dans cette annonce du 23 octobre, le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, et le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, se sont rejoints « de la décision prise par le Parlement européen de reconnaître le travail si riche d'inspiration et si résolu du Docteur Denis Mukwege, gynécologue et directeur de l'Hôpital Panzi à Bukavu ».

Les deux personnalités ont noté que la lutte contre les violences sexuelles dans les conflits armés demeure un enjeu de la plus haute importance. « L'action du Dr. Mukwege a non seulement allégé les souffrances de milliers de victimes des plus graves violations des droits

de l'homme, mais il a surtout rendu la dignité aux milliers de femmes victimes de violences sexuelles. Ainsi, il fait face, sur une base quotidienne, aux conséquences tragiques du

conflit dans la région des Grands Lacs, conflit dont la résolution durable est une priorité absolue pour l'UE », ont-elles reconnu.

Manuel Barroso et Herman Van Rompuy ont, ensuite, noté qu'au cours des dernières années, la contribution du Dr. Mukwege, tant sous forme d'assistance médicale que psychologique, a été incalculable. « Nous saluons son courage personnel et sa campagne incessante en faveur de la paix. Nous félicitons le Dr. Mukwege comme ceux qui travaillent avec lui », ont-ils souligné.

On rappelle que le gynécologue congolais s'est vu décerné le prix Sakharov dans son édition 2014. Ceci, après le prix Olof-Palme, celui des droits de l'homme des Nations unies ainsi que le Prix international du Roi-Baudouin pour le développement. Le choix a été porté sur le Dr Mukwege en raison de l'abnégation et du courage qu'il a affichés dans les soins apportés aux femmes victimes de violences sexuelles. Le travail du gynécologue a été fortement apprécié à Strasbourg par le Parlement européen eu égard surtout aux risques qu'il encourt sur un territoire gangrené par des conflits armés récurrents.

Lucien Dianzenza

YANGO OFF

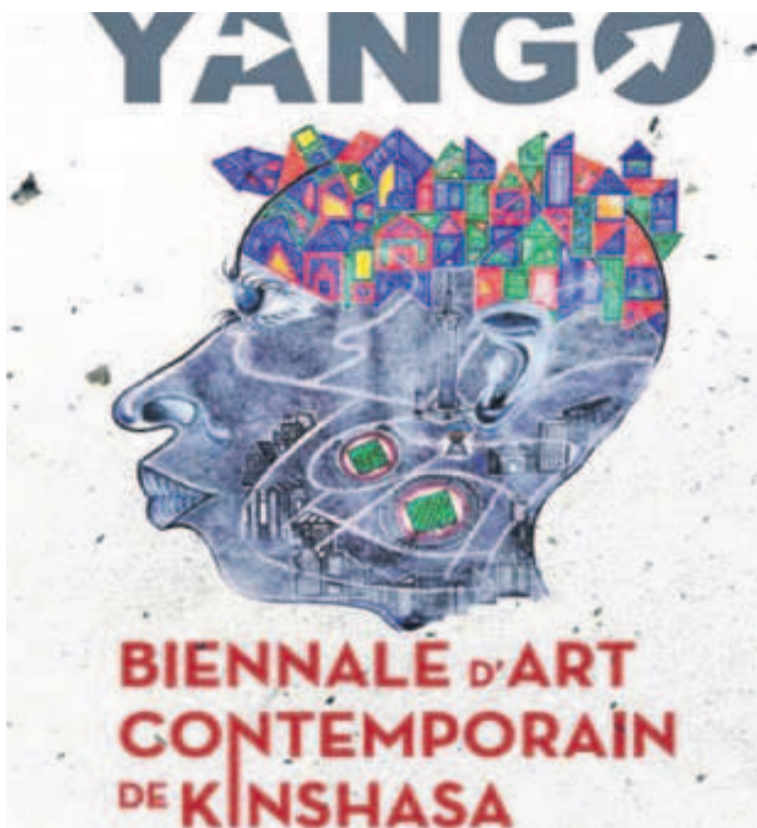
Appel à candidatures du Prix spécial de l'Union européenne

Les réalisations attendues de la part des artistes congolais pour le concours organisé en marge de la première Biennale d'art contemporain sont des œuvres de peinture, des dessins, des collages ou des photographies.

La Délégation de l'Union européenne en RDC (DUE) invite les artistes intéressés par l'épreuve à se manifester par email avant le 30 octobre à 16 heures. Pour cela, ils sont tenus d'envoyer un CV reprenant leurs coordonnées complètes qu'ils prendront soin de faire accompagner de photos de cinq œuvres. Des infos complémentaires sur le concours peuvent être obtenues via le site www.yangobiennale.org ou par le biais d'une correspondance envoyée à l'adresse suivante : ueyango14@gmail.com. Le Prix spécial de l'Union euro-

péenne est entendu comme « un premier pas pour un engagement plus fort dans l'avenir » de la DUE à la Biennale d'art contemporain Yango. Une manière notable d'appuyer sa première édition prévue du 21 novembre au 19 décembre sur le thème « Avancer ». Libre donc à « chaque artiste, partant de sa réalité personnelle, de questionner et inventer un Congo qui avance... » au travers de sa création.

Lancé dans l'objectif d'encourager les artistes congolais, particulièrement les jeunes créateurs, le Prix spécial de l'Union européenne est doté d'une somme de 2 000 euros. La DUE fait savoir qu'après réception des candidatures, il sera procédé à une présélection d'un maximum de vingt artistes. Ce lot d'artistes admis au concours proprement dit recevra individuellement 50\$, le montant sera octroyé dans le but de pré-



L'affiche-annonce de la Biennale d'art contemporain Yango

financer l'achat des matériaux de travail. Dès lors, chaque artiste « sera tenu de présenter l'œuvre créée spécifiquement pour concourir à ce prix », savoir que les œuvres réalisées devront être déposées à l'espace Yango avant le 15 novembre. Quant au format maximum des œuvres attendues, diptyques et triptyques aussi seront admis, il est de 150cm (hauteur) x 250cm (longueur). Il reste à savoir que le lauréat se verra attribuer son prix par un jury composé de cinq personnes parmi lesquelles des artistes et des personnalités de l'UE. Le prix lui sera remis à l'occasion d'une cérémonie publique organisée pour ce faire pendant la biennale. Il est à noter que « l'œuvre primée deviendra la propriété de la DUE ». Au reste, elle sera exposée de façon permanente et ce, jusqu'à la prochaine biennale, dans ses locaux, à Kinshasa.

Nioni Masela

FOOTBALL

Des binationaux toquent à la porte des Léopards de la RDC

Les places au sein de l'équipe nationale de football de la RDC pourraient être de plus en plus disputées à l'avenir. Les derniers résultats probants des Léopards congolais aux éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) 2015, avec le sélectionneur français de souche congolaise Florent Ibenge Ikwange et son adjoint Mwinyi Zahera (également français d'origine de la RDC), ont suscité beaucoup d'engouement du côté des jeunes binationaux, de jeunes footballeurs de souche congolaise mais néo et ayant opté pour la nationalité de leur pays d'accueil.

Par le passé, la majorité d'entre eux affichent clairement leur refus d'endosser le maillot de l'équipe nationale du pays de leurs parents. Et la Fédération congolaise de football association (Fecofa) ne s'activait pas afin de les convaincre de rejoindre les Léopards. Aussi a-t-on perdu des joueurs comme Claude Makelele, Péguy Luyindula, ou très récemment Yan Mvila, etc. qui ont joué pour la France. En Belgique, on pourrait citer Dimitri Mbuyu, les frères Mpenza, et actuellement Romelu Lukaku dont le père, Roger, a été international RD-congolais, Vincent Kompany dont le père, Pierre, a été ancien du TP Mazembe, Christian Benteke, Anthony Van Den Borre, etc., le Portugais José Bosingwa, le Suisse Blaise Nkufo, etc.

Mais la donne a commencé à changer avec la génération dite de Marbella en 2008 lorsque la RDC livrait un match amical contre l'équipe de France A' avec des joueurs comme Bakary Sagna, le

gardien de but Steve Mandanda, dont le jeune frère, Parfait Mandanda jouait pour la RDC, Gaël Clichy, Nasri, etc. Et du côté congolais, il y avait des binationaux comme Mulumbu, Makiadi, Dikaba, Sami Joël, Mongongu, Mabilia, etc. Mais la désorganisation dans la gestion du football congolais a éloigné ces jeunes de la sélection. Même Mulumbu, actuel capitaine des Léopards, avait pris sa retraite internationale à un moment donné. Mais aujourd'hui, l'engouement pour les Léopards revient avec les arrivées en sélection des jeunes comme Mabwati, Bokila, Bolasia, Kebano, etc. qui ont trouvé Zakuani, Bolasia, Distel Zola, etc. Et d'autres qui auraient déjà dit oui à la RDC mais n'ont pas encore joué, tels Assombalanga, Kage, Katchunga, etc. Et l'on apprend que d'autres joueurs auraient exprimé leur désir de jouer chez les Léopards ; il s'agirait de Fabrice N'sakala (Anderlecht), Arthur Masuaku (Olympiakos), Tshimanga (Anderlecht), Gaël Kakuta (il a longtemps rejeté la sélection congolaise) et aussi le jeune Presnel Kimpembe (PSG) qui a toujours été régulier avec la sélection de jeunes Congolais d'Europe sous l'encadrement du coach Eric Tshibusu. On parlait aussi du colosse attaquant Junior Malande de Wolfsburg en Allemagne, qui a longtemps joué dans les équipes nationales d'âge de Belgique, et de Chris Mavinga actuellement à Reims en France.

Si tous les autres binationaux prennent conscience de jouer et emboîtent le pas à ceux qui ont déjà opté pour le Congo, c'est certain que les places deviendront difficiles au sein des Léopards avec la forte concurrence.

Martin Engimo

MUSIQUE

Les mélomanes découvriront bientôt Celebration-Lumumba

Le chanteur hip hop international Alesh annonce la sortie imminente de son tout nouveau single dédié à feu Patrice Emery Lumumba. Il s'agit en fait d'un extrait de son prochain album African (R) Evolution enregistré à Manchester et à Kinshasa.

À une semaine de la sortie mondiale du nouveau morceau, Alesh fait savoir qu'il « sera disponible à partir du 30 Octobre à la fois sur iTunes, Playstore, Amazon et plus de soixante-dix autres boutiques de vente en ligne ». Ce premier single annonce les couleurs de son second album African (R) Evolution. Enregistré à l'occasion de la saison 2014 du programme Voices of The Revolution produit annuellement par l'organisation anglaise In place of war auquel a pris part le jeune chanteur hip hop. Il est le fruit d'« une grosse

collaboration avec le producteur indien Nucleya qui en a assuré l'arrangement musical ». Le nouvel air est porteur d'un titre à valeur symbolique, comme l'artiste de Kisangani l'affirme lui-même : « il est dédié au héros national congolais, leader de l'indépendance de la RDC et figure légendaire de l'histoire politique Africaine : Patrice Emery Lumumba ». Alesh affirme dès lors que Celebration-Lumumba est un « morceau inspiré du nationalisme et du panafricanisme qui le caractérisent ». En sus, il dit également qu'il s'agit-là d'une réplique personnelle, « une réponse à un poème de l'artiste Tanzanienne Nancy Lazaro ». Ce qu'il s'est proposé de résumer de la sorte : « Durant mon dernier séjour aux USA pour une formation en leadership civique, Nancy m'avait offert, à l'occasion du 54e anniversaire de l'indépendance de mon pays la RDC, un poème intitulé What about our unsung heroes... ». Et de poursuivre que venu lui-même de cette nation qui passe pour la capitale de la musique sur le continent, il a trouvé alors « très étrange qu'il y ait si

peu de chansons made in DRC brandissant les mérites de ce grand homme d'État congolais qui est pourtant très célébré au-delà des frontières de son propre pays... ». Voilà ce qui aura été le déclic pour sa composition.

Pour Alesh Celebration est l'expression d'« un devoir de mémoire, un cri de rage qui se veut être



L'affiche de la sortie de Celebration-Lumumba

un rappel constant de la grandeur du sacrifice de Lumumba ». Par ailleurs, il semble aussi qu'il ait trouvé là le moyen, tel qu'il l'affirme, de pointer du doigt « les réalités quotidiennes dont la plupart des Congolais « ordinaires » sont obligés de s'accommoder, à savoir la corruption, l'impunité, la politique de deux poids, deux mesures et les conséquences des malices de certaines puissances occidentales ».

Déjà convaincu que Celebration est un chef d'œuvre, Alesh souligne que ce titre marque son retour sur le marché du disque quatre ans après la sortie de son tout premier album solo La Mort dans l'âme. De rappeler ici qu'en son temps l'opus lui avait valu plusieurs prix au nombre desquels il a cité celui de la « Révélation de la musique congolaise du trophée Panafricain Okapi Awards en 2011 ». En outre, La Mort dans l'âme aura eu pour gros avantage de l'avoir propulsé sur la scène internationale. Ce qui lui a permis d'aller en tournée à travers le monde et de livrer plusieurs concerts en Afrique, en Europe et aux États-Unis.

N.M.

Roland Bouiti Viaudo : « Il nous faut construire la ville inclusive »

Tel est l'engagement pris par Roland Bouiti Viaudo, à la suite de sa réélection à la tête du bureau exécutif du Conseil municipal et départemental de Pointe-Noire. Pour faire simple, le président du Mar (Mouvement action Renouveau), parti de la majorité présidentielle, succède à lui-même en tant que maire de la ville à l'issue du vote organisé le 23 octobre dans la salle de la mairie centrale, soit 82 voix sur 85.



Roland bouiti Viaudo, au centre, entouré des autres membres du bureau du conseil

Après leur élection le 28 septembre dernier, les conseillers de Pointe-Noire se sont retrouvés pour la session inaugurale de leur conseil destinée à élire leur bureau exécutif. Le scrutin qui n'a eu que des candidats uniques à chaque poste a été placé sous la supervision de Jean Jacques Bouya, ministre à la présidence de la République, chargé de l'aménagement du territoire et de la Délégation générale aux grands travaux. Avec cette réélection, Roland Bouiti Viaudo entame son troisième mandat à la tête du conseil municipal et départemental de Pointe-Noire. Un mandat qui s'ajoute aux deux premiers : 2003-2009 et 2009-2014. Le pré-

sident de la fédération PCT (Parti congolais du travail) de Pointe-Noire, Victor Foudi a fait son entrée dans ce bureau en occupant le poste de 1^{er} vice président (78 voix sur 85), Pierre Justin Makosso du Rdps (Rassemblement pour la démocratie et le progrès social) conserve sa place de 2^e vice président (79 voix sur 79), Fulgence Ibombo du Club 2002 Pur a aussi

marqué sa venue dans le bureau comme 1^{er} secrétaire (81voix) et Jean Jacques Moi -Bayonne du PCT reprend son poste de 2^e secrétaire (75 voix).

Le président du conseil a présenté son programme de développement local axé sur la poursuite de la modernisation de Pointe-Noire entamée pendant ses deux premiers mandats. Celle-ci concerne,

entre autres, la poursuite de l'amélioration des voiries dans tous les quartiers, l'organisation des transports publics en vue de l'opérationnalisation de la société des transports publics urbains dont les activités seront lancées au début de l'année 2015, avec un parc d'autobus estimé à cent (100) unités ; la création de nouvelles lignes de transport public;

la poursuite de la construction des réseaux d'écoulement d'eaux pluviales sur les voiries à grande circulation, de négociations avec l'État en vue de la création d'un centre d'incinération ou d'enfouissement des déchets ménagers, de l'amélioration du registre foncier urbain (RFU) et la collaboration avec le projet cadastre national; la création d'un centre de loisirs; le lancement des études en vue de la création d'un parc zoologique et un effort d'accompagner les jeunes vers l'emploi. Roland Bouiti Viaudo entend organiser un état des lieux de l'espace communal et départemental de Pointe-Noire. « Il nous faut, en effet construire la ville inclusive. Telles sont mes priorités. À chacune de ces priorités préfigurent des actions du programme de développement local dont j'aurai l'agréable charge et l'impérieux devoir, le moment venu, de soumettre à l'approbation de notre auguste assemblée locale en vue de sa mise en œuvre », a-t-il conclu.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

HUMEUR

Quand la protection des enfants séropositifs s'avère nécessaire !

De part leur vulnérabilité, les enfants peuvent facilement s'attraper le Vih/sida. D'où la nécessité d'arrêter la stigmatisation et la discrimination dont ils sont victimes. La promotion des lois visant leurs protection et épanouissement s'avère importante pour garantir tous leurs droits.

Quelques actes sexuels posés par des enfants font penser que les campagnes de sensibilisation demeurent encore sans impact dans l'imaginaire de certains jeunes. La conséquence c'est cette progression continue de la pandémie chez les plus jeunes et partant, chez les enfants. Ainsi, l'enfant se trouve dans une situation inconfortable où son risque d'infection par le virus va grandissant.

Tenez ! le Rapport de l'ONUSIDA et l'OMS sur la protection des droits de l'homme dans le contexte de l'infection par le Vih/sida souligne qu'environ 2 millions d'enfants vivent actuellement avec le virus et seuls 22% ont accès à des traitements antiviraux adéquats. Si tel est le cas dans le monde, comment se présente alors la situation au Congo ? En attendant d'y répondre, parlons de l'importance des stratégies qu'il est urgent de développer pour réduire cette pandémie en milieu infantile. Il s'agit d'abord de protéger les enfants porteurs du virus et de créer les conditions pour que ceux qui sont sains ne soient pas contaminés ou soient épargnés.

En juin 2007, il a été organisé au Congo des journées scientifiques sur le thème ; « Vih/sida, société et développement » qui réunissaient l'enseignement supérieur, le Pnud, le ministère de la Santé, le Conseil national de lutte contre le sida (CNLS), la Fondation Congo-Assistance, la fondation de la Société nationale des pétroles du Congo et l'Université Marien Ngouabi. L'objectif étant de débattre des droits de l'Homme et du Vih/sida avec un accent sur les campagnes de sensibilisation et les mesures de protection des enfants frappés par cette pandémie.

Déjà la Loi N°4-2010 du 14 juin 2010, portant protection de l'enfant en République du Congo stipule à son article 104 que quiconque aura abandonné et/ou négligé d'accueillir un enfant malade et/ou de lui administrer des soins d'urgence sera passible des peines prévues par le Code pénal. Les enfants sidéens, lorsqu'ils ne sont pas pris en charge, leur espérance de vie est très limitée. Le projet de lutte contre le Vih/sida récemment lancé au Congo et en direction des couches vulnérables, en l'occurrence les enfants, renforce le panel des stratégies nationales pour amplifier cette lutte au Congo.

D'où l'intervention de l'État et avec lui toutes les structures nationales habilitées, surtout celles des droits des enfants qui doivent mettre la main à la pâte pour protéger les enfants et sensibiliser à grande échelle la population. Pas une affection au rabais pour des enfants sidéens, car soignés, ceux-ci sont des futurs cadres du pays.

Faustin Akono

INSULTES DE BORGHEZIO À KYENGE

La justice italienne va sévir

La procureure de Milan a clos son enquête ; le procès va s'ouvrir après les insultes racistes du sénateur Mario Borghesio contre l'Italo-congolaise Cécile Kyenge

Cela devait finir ainsi, et ainsi cela finira : la justice milanaise va devoir se prononcer à propos de la série des libérés verbales que le sénateur Mario Borghesio s'était autorisées sur Cécile Kyenge Kashetu. La procureure de Milan, Grazia Pradella, estime que le sénateur, membre du parti xénophobe de la Ligue du Nord et quelques-uns de ses pairs, ont franchi la ligne rouge. Elle va devoir se prononcer sur les politiques qui ont agoni d'insultes l'ancienne ministre de l'Intégration, première femme d'origine africaine dans un gouvernement d'Italie. Aujourd'hui Mario Borghesio est député du parlement européen tout comme Cécile Kyenge. La procureure de Milan a formulé une accusation basée sur le délit de « propagation d'idées fondées sur la supériorité et sur la haine raciale ». Dans une émission de radio célèbre, Borghesio avait qualifié le gouverne-

ment d'Enrico Letta dont faisait partie Mme Kyenge de « gouvernement bongha-bonga » animé de la volonté de changer (en mal) la loi sur la citoyenneté. « Kyenge veut nous imposer les traditions tribales de chez elle, le Congo ».

Avec un autre député membre de la Ligue du Nord, Ermínio Boso, Borghesio s'était littéralement déchaîné. « Les Africains sont africains. Ils appartiennent à une ethnie (sic) très différente de la nôtre. Les Africains n'ont produit aucun grand génie ; il suffit de consulter l'encyclopédie de Mickey pour s'en convaincre. Moi, j'ai un préjugé favorable pour les mites européens ». Quant à Boso, il avait été encore plus loin, plus direct, revendiquant ses idées : « oui, je suis raciste, je ne m'en suis jamais caché. La place de Kyenge est chez elle, au Congo. Qu'ils la tiennent là-bas, s'ils veulent d'une ministre italienne noire » (il avait dit « de couleur »). Tout ce torrent de boue avait été déversé sur la ministre dans le courant d'avril de l'année dernière. Il avait suscité une vague d'indignation même si plusieurs associations de la diaspora

ont déploré que pour défendre Mme Kyenge seules des individualités s'étaient mises en avant, pas des partis politiques, même de gauche. A rappeler aussi que le terme bongha-bonga (bounga-bounga plus exactement) est prêté à l'ancien premier ministre de droite Silvio Berlusconi qui aurait baptisé ainsi une salle de sa résidence privée de Milan où il recevait des filles aux moeurs légères et se livrait à des séances peu recommandables.

Récemment, Borghesio s'est répandu dans les réseaux sociaux pour soutenir qu'il était victime d'un sortilège jeté sur lui par le père de Cécile Kyenge Kashetu. Sa mère décédée, un accident de la route, des admissions à l'hôpital où il a été opéré plusieurs fois et même un long serpent trouvé dans la cuisine de sa maison au nord de l'Italie : il soutenait que cette succession de déboires n'était pas normale. Il demandait au père de Mme Kyenge de le désenvoûter. Borghesio fut coopérant au Zaïre dont il est rentré avec une admiration sans bornes pour l'ancien président Mobutu.

Lucien Mpama

OFFRE D'EMPLOI

AMBASSADE DES ÉTATS-UNIS À BRAZZAVILLE

NUMERO D'ANNONCE : 013/2014

OFFRE D'EMPLOI pour le poste de : Électricien

Grade du Poste : FSN-04 (Grille salariale des employés locaux de l'Ambassade des USA

DATE D'OUVERTURE : jeudi 23 octobre 2014; DATE DE CLOTURE: jeudi 06 novembre

Nature du contrat : Contrat à Durée indéterminée (CDI), après la période probatoire

L'Ambassade des États Unis à Brazzaville recherche un (1) individu ayant un brevet d'études techniques (B.E.T) ou équivalent en électricité ou en génie électrique; un niveau acceptable de la langue (2) ainsi que les compétences professionnelles requises pour travailler dans la section en charge de la maintenance des installations et des équipements.

L'intéressé(e) aura entre autres tâches : d'installer des panneaux électriques, des commutations automatiques, des régulateurs de tension automatiques. Il (Elle) effectuera également des câblages extérieurs. Il (Elle) assurera

en outre l'entretien des appareils électro-ménagers dans les résidences. L'intéressé (e) exécutera également d'autres tâches sur instruction de son superviseur. Les candidats qui seront présélectionnés.

Les candidats dont les dossiers ne seront pas retenus ne seront pas contactés.

Pour postuler, prière de visiter notre site internet: <http://brazzaville.usembassy.gov/jobopportunities.html>. Pour de plus amples informations concernant cette offre d'emploi, prière de contacter le bureau Humaines aux numéros suivants : 06-612-2073 / 06-612-2133 / 06-612-2143 / 06-612-21

Par courrier électronique (E-mail) à l'adresse suivante : Brazzaville (cDstate.gov

Veillez adresser vos candidatures en Anglais uniquement. B : LES DOSSIERS DEVRONT ETRE COMPLETS, LES DOSSIER INCOMPLETS, NE SERONT PAS ACCEPTES ET SERONT DONC JETES.

Merci de votre intérêt et Bonne chance!

FOOTBALL

Le Bayern-Munich écrase Rome, fait don d'un million d'euros au pape puis s'en va

Présents Place Saint-Pierre mercredi matin, les joueurs allemands ont frappé les esprits des Romains par l'élégance de leurs gestes.

Si les audiences générales du pape François, les mercredis matin, drainent de plus en plus de monde, il est des présences plus marquantes que d'autres pour les Romains ! Celles des joueurs de l'équipe de football du Bayern de Munich sera de celles qui seront profondément incisées dans le marbre de la Cité éternelle. Non que des footballeurs chez le pape, lui-même grand amateur et supporteur affirmé du San Lorenzo d'Argentine soient une nouveauté, mais la venue des Allemands, compatriotes du pape précédent Benoît XVI, s'est faite dans la flamboyance.

Car mardi soir, au stade olympique de Rome, les Munichois ont croisé le crampon avec l'AS-Rome, l'un des deux grands clubs de football (avec la Lazio) de la capitale italienne. Équipe pourtant redoutée jusqu'ici et deuxième au classement de la saison en cours pour la série A, l'AS-Rome a été méconnaissable sur le terrain où elle s'est faite littéralement rossée en Ligue des champions : 7 buts à 1 ! Parmi les coups de patte meurtriers de mardi soir, on a noté celle d'un certain Franck Ribéry pourtant rentré de blessure. Les Romains n'ont pas fini de raconter leur cauchemar.

Et mercredi matin donc, mêlés à la foule des fidèles, les Allemands se sont rappelés aussi leurs devoirs de pèlerins. Leur délégation, conduite par les dirigeants de l'équipe, Karl Hopfner et Karl-Heinz Rummenigge, est venue dire au pape qu'il recevrait bientôt un chèque d'un million d'euros (655 millions de F CFA). « Le pape François pourra décider lui-même comment cet argent sera utilisé pour aider spontanément des personnes dans le besoin, peu importe quelle foi ils revendiquent et où dans le monde », a expliqué le club allemand.

Ils ont en plus promis de venir prendre part à Rome à une prochaine rencontre amicale dont les recettes iront au financement des projets qui tiennent le pape le plus à cœur. Le pape François est chef de l'Église catholique universelle mais aussi, de par sa fonction, évêque de Rome. Ce qui ne l'a pas empêché de dire aux joueurs allemands : « hier, vous avez joué un match magnifique ». Plus d'un Romain a dû encore gémir de douleur.

Lucien Mpama

JIU-JITSU

Me Kiss Moukala conteste la démarche de mise en place de l'actuelle fédération

La procédure ayant abouti à l'instauration de la Fédération congolaise de jiu-jitsu (Fécoju) est illégale, selon l'ancien président de la défunte Union congolaise de jiu-jitsu (Ucoju).

« Je reconnais les efforts fournis par le président René Serge Blanchard Oba pour l'avancement du Jiu-jitsu au Congo. Seulement, j'ai l'impression que ceux qui l'ont sollicité pour briguer la présidence de la fédération nationale de cet art martial ne lui ont pas dit la vérité (...) d'autant plus que la procédure qui a débouché sur l'élection de l'actuel bureau exécutif a été faussée sur toute la ligne », a souligné Me Kiss Moukala ancien dirigeant de l'Ucoju, la structure qui se chargeait de la gestion de cet art martial japonais au Congo, bien avant la mise en place de la Fécoju, le 4 octobre dernier à Brazzaville. À cette date, en effet, s'est tenue l'assemblée générale constitutive de la Fédération congolaise de jiu-jitsu. Unique candidat à la présidence, René Serge Blanchard Oba, 6^e dan honorifique de la discipline, a été élu à l'image de l'ensemble des membres du bureau exécutif. Pour Me Kiss Moukala, la démarche électorale, à l'origine, a été faussée. Les choses, selon lui, ne devraient pas se passer de cette manière...



Le nœud du problème ?

Le 25 septembre 2014, le directeur général des Sports, Auguste Etsala, avait ordonné aux cadres de sa structure d'enquêter sur l'authenticité des associations à caractère sportif, avant tout avis technique leur permettant d'obtenir le statut de Fédération. En ce qui concerne le jiu-jitsu, la descente des cadres du département des Sports était prévue le 15 octobre 2014, souligne la note de service n°456/MSEP/DGS-DAS. Seulement, le 4 octobre la Fédération congolaise de karaté et arts martiaux affinitaires (Fécoka-Ama) a organisé l'assemblée générale constitutive de la Fécoju qui lui était affiliée. « Je pense qu'à ce niveau, la Direction générale des Sports a manqué de vigi-

lance car la note précitée n'a pas été abrogée auparavant et que les inspecteurs commis à cette tâche n'avaient pas rendu leurs conclusions », a expliqué Me Kiss Moukala. D'autres critères sur les candidats n'ont pas été respectés, a-t-il poursuivi. « Pour le poste de président d'une fédération sportive au Congo, le candidat doit avoir pratiqué la discipline... », a rappelé l'ancien président de l'Ucoju. Le principe étant décrit dans la lettre circulaire n°0027 du ministre des Sports au sujet des élections au sein des fédérations sportives nationales. « (...) Là encore, rien n'a été respecté. Certains membres du bureau exécutif aussi ne remplissent pas les critères pour briguer certains postes », à en croire l'ancien président de l'Ucoju évoquant bien d'autres faits qu'il a jugés illégaux. Pourtant, le secrétaire général de la Fécoju, Me Ngangoué Ngouoli, a expliqué que la procédure électorale n'a souffert d'aucune irrégularité allant du dépôt des candidatures à l'élection proprement dite. « Nous avons déposé nos dossiers à qui de droit après avoir saisi le 3^e vice-président de la Fécoka-Ama, chargée des arts martiaux affinitaires ainsi que le secrétaire général. Tout s'est passé dans la transparence », selon lui.

À dire vrai, Me Kiss Moukala ne compte pas saisir la Chambre de conciliation et d'arbitrage du sport ni mener une action contraire à l'éthique des arts martiaux à ce sujet. « En toute sportivité, loin de ce que les gens redoutent, je maintiens mon état d'esprit de samouraï sans entreprendre une démarche belliciste », a-t-il conclu.

Rominique Nerplat Makaya

RÉFLEXION

La presse africaine et la révolution du numérique

L'Institut Goethe de Paris a organisé la semaine dernière un débat sur l'avenir de la presse écrite dont le thème était le suivant : « La fin du journal ? Informer et s'informer : du papier au numérique ». De ce débat est ressortie l'idée, peu réaliste d'après moi, selon laquelle la presse écrite serait condamnée à plus ou moins brève échéance par l'irruption brutale et irréversible du numérique dans l'univers figé du papier journal.

Pour celles et ceux, de plus en plus nombreux, qui lisent chaque matin *Les Dépêches de Brazzaville*, je crois nécessaire de réfuter cette thèse en avançant les quelques points suivants :

1) La crise des quotidiens dans les grands pays industriels est évidente. Mais elle ne date pas d'hier et ne signifie nullement que la version papier des journaux se trouve condamnée dans le reste du monde. Sans doute se traduira-t-elle, en Europe comme aux États-Unis, par la disparition de nombreux quotidiens dont le prix de vente est excessif – 2 euros, soit 1.300 F CFA, pour un journal comme *Le Monde* ! –, mais elle ne touchera pas les pays émergents dont le niveau de vie s'élève rapidement et dont les

habitants accèdent de plus en plus nombreux à l'éducation. Si la presse écrite assume pleinement sa mission d'information, elle attirera vers elle un nombre de plus en plus grand de lecteurs comme nous en faisons nous-mêmes la démonstration ici, au Congo.

2) Contrairement aux idées reçues, l'explosion du numérique permet à la presse écrite de se redéployer et de gagner des marchés infiniment plus grands que ceux auxquels elle s'attaquait jusqu'à présent.

Ceci pour les deux raisons que voici : d'abord parce que la version électronique des quotidiens, téléchargeable et donc imprimable, permet de diffuser le journal instantanément sur toute l'étendue du globe, abolissant ainsi purement et simplement l'espace ; ensuite, parce que les journaux peuvent désormais être imprimés, donc diffusés, simultanément dans leur pays d'origine et dans tous les pays où existent des imprimeries capables de les fabriquer, ceci grâce à la transmission instantanée de leur contenu par voie électronique sous forme de PDF.

3) Le jour est proche où les grands journaux de l'hémisphère nord découvriront que l'hémisphère sud, c'est-à-dire essentiellement l'Afrique et l'Amérique Latine où vivent plus de la moitié des humains, sont d'immenses marchés potentiels que le progrès technique leur donne la possibilité d'explorer. Ce jour là, à condition bien sûr qu'ils pratiquent des prix raisonnables et qu'ils fassent l'effort d'insérer dans leur contenu des informations intéressantes ce nouveau public, ces médias écrits verront leur diffusion repartir en flèche. C'est ce que nous ne cessons d'expliquer aux éditeurs français qui considèrent toujours le Sud avec condescendance, mais qui vont devoir se tourner vers lui s'ils veulent survivre à la crise dans laquelle ils s'enfoncent inexorablement.

4) Nous sommes au début d'une véritable révolution de la presse quotidienne dont la diffusion, grâce aux tablettes, smartphones et autres instruments de communication instantanée s'accroîtra démesurément dans les années à venir. Mais ceci aura comme conséquence d'obliger la

presse écrite à se diversifier en diffusant des informations continues sur le web tout en sélectionnant ces mêmes informations pour leur version papier. D'où la combinaison des fonctions d'agence de presse et de quotidien sur laquelle nous travaillons nous-mêmes activement car elle nous ouvrira, grâce à l'accroissement constant de la diaspora sur les cinq continents, un marché sans commune mesure avec celui que nous desservons aujourd'hui.

Conclusion de ce qui précède : la presse écrite, contrairement à ce qui se dit ici et là, a de beaux jours devant elle. Et si les journaux du monde émergent s'adaptent eux-mêmes rapidement aux nouvelles technologies de la communication, ils pourront rivaliser bientôt avec les journaux de l'hémisphère nord qui tiennent le haut du pavé mais ne parviennent pas à surmonter la crise née du progrès technique. Leur influence à l'échelle mondiale croîtra alors à proportion et bien des idées reçues seront envoyées aux oubliettes.

C'est très précisément le pari que nous faisons.

Jean-Paul Pigasse